

LES BRETONS QUITTENT PARIS

A la suite d'un entretien franc et cordial fondé sur la confiance mutuelle et le respect réciproque, les deux parties ont évoqué

l'ensemble des problèmes sur lesquels un accord de principe s'avèrerait probable, sans aucunement en négliger les aspects les plus pratiques, voire même concrets.

Extrapolant sur l'équilibre instable et conjoncturellement fragilisé des échanges Nord-Sud d'hydrocarbures, probablément sur la résistance des coques des pétroliers et ont convenu d'une prochaine rencontre à bâtons rompus qui comme la première sera certainement aussi riche en perspective d'avenir...



MOUCHE

Jumelage antinucléaire

«Plogoff, Le Pellerin, site par site, rejetons le nucléaire». C'est le slogan que l'on peut lire actuellement sur une affiche collée aussi bien dans la région du Pellerin que dans celle de Plogoff. Effectivement, il y a plus d'une similitude entre la lutte anti-nucléaire des habitants de Plogoff et celle de ceux du Pellerin. D'une part, les uns comme les autres n'ont pas hésité à employer la violence, certes pour l'instant contenue, pour s'opposer au simulacre d'enquête d'utilité publique. D'autre part, ils ont dirigé eux-mêmes leurs actions les plus dures, tout en réussissant à se faire appuyer massivement par la population bretonne.

LE Pellerin, c'est un site, choisi par EDF, pour implanter une centrale nucléaire, qui se trouve à peine à 12 km de Nantes à vol d'oiseau. On en parle plus beaucoup dans la presse nationale, sauf pour relater les différents procès intentés à des militants anti-nucléaires de cette région. Pourtant, le sentiment et la lutte anti-nucléaires y sont encore bel et bien présents. EDF n'a pas abandonné son projet, c'est ce que m'explique Mme Murville, membre du comité de défense du Pellerin: «L'opposition est latente actuellement. Nous nous trouvons dans une situation d'attente. Le décret d'utilité publique n'a été signé qu'à la dernière minute. Depuis, EDF n'a presque

SUITE PAGE 4

POURVU QUE ÇA NE DURE PAS

Suite à un certain nombre d'articles parus dans la Gueule Ouverte à propos de la Société Coopérative Ouvrière de Production «Coopérative Européenne Longo Mai», le journal est assigné en diffamation par cette même association.

Les propos retenus pour diffamation, se rapportent à l'origine des ressources financières de Longo Mai, ainsi qu'aux conditions de vie, pour les femmes plus particulièrement, dans leur résidence de Forcalquier. Ces articles sont d'origines diverses: certains émanent directement de la rédaction de la Gueule Ouverte, d'autres viennent de lecteurs ayant vécu à Longo Mai, ce sont des témoignages.

sommaire

P.3 : De Tamise en Seine
 P.4 : Jumelage nucléaire
 P.5 : Une atmosphère
 de plusieurs siècles
 P.6 : Nouveau Far-West

P.7-8-9 : Puzzle en vert
 P.10 : Action directe
 P.11 : B.D
 P.12 : République des commis-
 saires. TPGA en accusation

P.13 : Courrier
 P.14 : Terrain
 P.15 : Sous alimentation
 Les murs - Ordonnance
 P.16 : Argentine

SUITE DE LA PAGE 1

A l'époque de la parution de ces écrits, nous avons rencontré Luca Stalétti, membre de l'association, à qui nous avons proposé une page dans la Gueule Ouverte : le droit de réponse étant un principe auquel nous tenons. Nous n'avons reçu qu'une fin de non recevoir à cette proposition. Longo Mai a préféré une action en justice contre nous, moyen de répression habituel, utilisé par des individus ou des organes qu'à priori on pourrait croire différents de ceux de Longo Mai, tel que par exemple le ministère de la Défense, qui lui aussi nous attaque en diffamation.

En outre, Rouge et Sud sont eux aussi poursuivis par Longo Mai pour les mêmes motifs.

Le courrier que nous avons reçu depuis, le refus de Longo Mai d'utiliser son droit de réponse prouve que leur souci n'est pas de rétablir la vérité mais plutôt d'écraser toute contestation, car enfin pourquoi ni le Monde, ni le Nouvel Observateur n'ont été poursuivis ?

LA GUEULE OUVERTE

Pendant les vacances, la souscription pour la G.O. continue

On est bien malheureux. Le gestionnaire nous le disait encore hier : «vous allez être tous virés, sauf les quelques uns qui sont partis en vacances aux Buttes Chaumont avec le produit de la souscription». Isabelle qui a fait les magasins nous déclare : «les bermudas ont encore augmenté». On a reçu une carte postale de Ménilmontant : hélène était bien arrivée. Loïc, contrôlé à la station Châtelet a pu fournir sa feuille de paie : il a été aussitôt arrêté pour vagabondage. L'imprimeur impayé envisage de se joindre à la campagne de sous-

alimentation. Les rustines pour le vélo étant inabondables, on a dû porter la maquette à l'imprimerie de Bourg sur patins à roulettes subrepticement piqués à Ecoovie...

	Abonnements	Soutien
31 mars	3140	550
1 ^{er} avril	2870	5045
2 avril	1665	375
3 avril	2585	450
4 avril	1777	670
5 avril	1020	350
Total	14057	7440

**Je souscris un abonnement
 un réabonnement** **à LA GUEULE OUVERTE**

pour une période de

Nom et prénom

Habitant n° **rue**

Commune

Code postal (5 chiffres)

(pour un réabonnement) le numéro F/A figurant à la droite de ma bande d'expédition est

J'abonne également pour une période de

Nom et prénom **Habitant n°** **rue**

Commune

Code postal (5 chiffres)

Ci-joint un chèque ou mandat de **F à l'ordre des Editions Patatras.**

Adresser toute correspondance ou réclamation concernant les abonnements à Isabelle Gabut, service abonnements, La Gueule Ouverte, 163 rue du Chevaleret, 75 013 Paris.

RADIO PARIS 80 163 RUE DU CHEVALERET 75013 PARIS

Paris 80, la première radio libre « non clandestine » veut gagner son pari : démontrer qu'une radio libre peut fonctionner sans publicité et produire des émissions de qualité. Pour cela nous lançons une campagne pour construire notre nouveau studio : Cinq millions en trois semaines, avec des bons de souscription qui vous donneront droit à des entrées collectives dans des cinémas et des salles de spectacle. Nous voulons également vos cassettes de musique ou d'infos.

Enfin si vous voulez renforcer l'équipe de Paris 80, tous... au 163 rue du Chevaleret, 75013 Paris. Il faut qu'avant le 1^{er} mai, nous soyons cent animateurs pour nos six heures de programmation quotidienne (à suivre)...

ABONNEMENT
1an: 50 Frs/6mois: 20 Frs

NOM

ADRESSE

PROFESSION

CHEQUE A ENVOYER A L'ORDRE DE: RICCI CCP 1144105 Y Centre Paris

Le statut d'objecteur n'existe plus en France

A partir de novembre 78, 300 candidats objecteurs ayant envoyé la lettre OP 20 se sont vus refuser leur statut par la commission juridictionnelle. Après un certain nombre d'actions (squatt de l'ambassade de Belgique, ascension de la Tour Eiffel, marche sur la Hollande), le Conseil d'Etat annulait cette décision (juillet 79). Aujourd'hui, alors que le Conseil d'Etat a renvoyé devant la commission juridictionnelle 110 dossiers d'objecteurs pour un nouvel examen, alors que la première décision de la commission juridictionnelle a déjà eu pour effet l'emprisonnement de 22 objecteurs

(dont 2 sont encore actuellement détenus) et que la durée totale des détentions s'élève pour le moment à plus de trois ans, la commission juridictionnelle a pour la deuxième fois refusé le statut à Jean-Marc Dollet. C'est la demande de Jean-Marc qui avait été la première à passer en Conseil d'Etat, les autres vont suivre, c'est donc trois cents candidats objecteurs qui vont être touchés par cette mesure. C'est reparti pour un tour pour la dynamique OP 20.

Pierre Bellanger

DE TAMISE

INTERNATIONAL

... EN SEINE

En direct de Londres et Paris
à propos de deux manifs.



Il arrive, parfois, que des humains, poussés par d'obscures raisons, se rassemblent en un lieu dont ils ont préalablement convenu. Lorsqu'ils y viennent avec des morceaux de tissu sur lesquels, en langue vernaculaire, ils expriment quelques considérations d'ordre général, voire particulier, on dit alors qu'il s'agit d'un rassemblement. Pour peu que cette masse se mette en mouvement, on lui accole le terme de manifestation (pour les intimes manif). Il m'a été donné d'assister - et de participer - à deux de ces cérémonies, dans deux métropoles différentes de la vieille Europe.

Samedi 12 heures, Hyde Park.

Fourbus et hagards, débarquant du bâtiment Spirit of Free Under-prise (1), 24 Amis de la Terre parisiens viennent prendre place sur la pelouse détrempée. L'enjeu et d'importance, non seulement ce doit être la plus grosse manifestation antinucléaire s'étant déroulée au Royaume Uni, mais surtout notre Brice national doit causer aux masses populaires et néanmoins insulaires.

Alors que s'effiloquent dans un ciel résolument pro-solaire quelques rares nimbus, le long de bandes plastiques blanches tendues entre des piquets, viennent s'immobiliser les délégations de tous les comtés du royaume.

Je sais bien que le mouton est devenu le symbole de l'écologie - alors que c'est l'animal le plus ravageur après l'homme - je commence à regretter le bouillonnement quasiment libertaire des Bastille-Nation et retour bien de chez nous.

Une longue attente commence, puisqu'aussi bien, ce n'est qu'à 14 heures que nous nous ébranlerons. Nous pouvons à loisir étudier nos

alliés, nos amis, et nous faire une idée de ce qu'est le mouvement.

Au fil des conversations, et au vu des banderoles, on distingue trois masses d'importance sensiblement équivalentes. Les groupes Friends of Earth, l'Ecological Party, la Convergence Anti-Nucléaire flanqués d'un saupoudrage gay, féministe, hare-krischna. Mais lorsque l'on regarde les visages et que l'on parle mode de vie, les différences s'estompent : c'est la britannicité excentrique et terriblement sérieuse qui est présente. Pas de Noirs, de Pakistanais, d'Hindous, peu d'ouvriers - nous sommes en pleine phase finale de la grève des sidérurgistes (2) - les «politiques» sont fondus dans la «convergence» et il y a du baba cool à écoeurer un régiment de Renaud.

Gentil, mais ferme, le maître de cérémonie fixe à chaque groupe local sa place dans le corral, les groupes rivaux ne s'affronteront pas pour prendre la tête : il n'y aura pas de règlement de comptes à Eco-corral.

Futurs irradiés...

Mercredi, 16 heures, place des Invalides.

Haut dans le ciel rose et or claque le Gwenn a Du (3). Notre luxueuse conduite intérieure (verte, bien sûr), se gare en douceur le long de l'esplanade. Au loin, nous distinguons un groupe occupé à jeter des projectiles. Fausse joie, ce ne sont pas «nos» élus bretons, ce sont les boulistes. Demi-tour à gauche, une mini-marée de cirés jaunes barrés parfois de tricolore et cravatés d'un noir de deuil : 700 à 800 personnes qui, vues de près, n'ont pas franchement l'air enjoué, ni prêtes au dialogue. Tour-

nant autour du granit breton, quelques individus parisiens pleins de bonne volonté, mais qui préfèrent ne pas prendre sur eux les péchés du pouvoir central, tentent à coups de «kenavo» de se faire passer pour les petits-fils naturels d'Anne de Bretagne. Un peu plus loin, d'autres Parisiens, eux sans complexe, sont regroupés près de leurs cars. Pour prouver leur souci de préserver la mer, leur tenue est bleu marine, et pour alerter à la moindre pollution, chacun est pourvu d'un lance-fusée, de plus, ils portent tous une mini-serre ronde en plastique, ainsi qu'un appât à poisson de caoutchouc et oblong.

... Déjà mazoutés

Londres, 14 heures.

Les pubs viennent de fermer. Face à une situation aussi dramatique, plus d'autre ressource que de marcher sur Trafalgar Square. Nous nous ébranlons du pas déterminé de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Londres et ses habitants voient défiler un triple cortège : à

gauche, les flics, (bobbies) tous les cinq mètres, au centre, les écolos, à droite, les flics (bobbies), deux par deux mètres. Peu ou pas de mot d'ordre, un petite chanson «Happy Birthday, Harrisburg Day, Happy Birthday to us» Les français précédés d'un Giscard de carnaval (pléonasme) sont applaudis malgré leur tendance continentale à faire du bruit.

Londres n'est plus dans Londres.

Londres a une tête de punk matinée de Dickery, l'époque est révolue de Carnabis Street, le vêtement est sobre, les rues sont sales, et les aristocratiques demeu-

res de Marble Arch sont devenues le siège de banques toutes plus arabes les unes que les autres.

Le cortège ne soulève ni hostilité, ni enthousiasme. Les ménagères font du shopping, 20.000 écolos tracent un long ruban vert, pas de mélange. Et surtout, les immigrés ne sont ni dans la rue, ni sur les trottoirs. Nous y reviendrons.

Marée verte

Etale, la flaque verte a envahi, le pseudo-forum romain de Trafalgar Square. Discours fermes, prononcés avec vigueur (l'art oratoire de masse a encore droit de cité). Il ressort qu'au moment où le gouvernement conservateur sabre les budgets sociaux (sané, éducation, retraite, salaire, indemnités de chômage), l'effort financier prévu pour le développement d'un programme nucléaire à la française semble un tintinet exorbitant.

La masse verte vibre, nombreux y sont les badges «I don't vote conservative» ou «Thatcherism, no thanks». Cependant, la désapprobation n'est pas la colère et les mineurs qui sont directement et officiellement vidés par le «Nuke» ne sont guère présents.

5 heures. Londres, Trafalgar Square.

Fin du discours (on a raté Brice), ouverture des pubs, on range, on nettoie, on se disperse dans l'ordre.

On est contents, il n'y a pas eu d'incident, la police a été correcte (il y a un an, les brigades spéciales avaient chargé et tué), et les nazis du National Front se sont abstenus de nous rendre visite.

Mais dans le port de Bristol, plus au sud et plus à l'ouest, mûrit

dans St Paul une émeute raciale qui sera sanglante, quatre jours après.

Mais dans toute l'Angleterre, au finish, les sidérurgistes tentent d'arracher des salaires décents. Mais si l'avertissement des anti-nucléaires a été entendu de la population londonienne, dans la plus vieille démocratie du monde, l'indifférence et le mépris restent la règle dès lors qu'il s'agit du Dieu Atome.

Paris, 17 heures.

Les élus de toutes tendances venus voir leur beau président ont été reçus comme de vulgaires citoyens. Leur désir de dialoguer, de s'expliquer, a reçu le dédain du diamant chauve qui nous gouverne. Voulant insister, on leur fit sentir les coups de matraque le poids que l'on attache en France à la concertation démocratique.

Repartant tristement vers la gare Montparnasse, ils se sont promis de revenir. Saurons-nous les accueillir.

Epiloguer sur l'inefficacité flagrante d'actions de popularisation serait facile et sans objet. Se lamenter sur la capitulation implicite que représente face aux Léviathans étatiques et nucléaires, l'acceptation d'une contestation codifiée et fonctionnelle peut sembler dérisoire. Ce qui est grave, c'est que petit à petit, le simple goût de l'affrontement en vient à reculer. Demain au Larzac militarisé, en serons-nous à nous réjouir que 400 sur 8000 des internés auront fait la grève de la faim ? Propos pessimiste que tout cela, tout ça n'est rien tant qu'il y a la Santé.

Jacques Thibault

(1) Littéralement « Esprit de la libre Entreprise », authentique !

(2) Qui fait de Mrs Thatcher une dame sans fer depuis trois mois.

(3) Drapeau breton.

Dans l'attente de «leurs centrales», les habitants de Plogoff et du Pellerin se «sont très bien compris».

SUITE DE LA PAGE 1

plus rien fait si ce n'est contacter les propriétaires pour voir s'ils accepteraient de vendre leurs terrains. EDF a reçu très peu de réponses positives. C'est le seul site de France où rien n'a été fait au niveau des enquêtes parcellaires. EDF est gêné, mais continue. » Fin octobre 79, une entrevue entre les maires de la région nantaise et M. Giraud a eu lieu. Ce dernier a mis en place plusieurs commissions de sécurité qui donneront leurs réponses en juin 1980. « C'est à cette date, reprend Mme Murville, que nous espérons savoir vraiment à quoi nous en tenir. Mais je sais qu'ici, il y a des gens qui sont prêts à sortir leurs fusils si jamais EDF y remet les pieds. La population du Pellerin est calme, mais ne veut vraiment pas du nucléaire ». « Sortir leurs fusils », qui n'a pas entendu ce petit bout de phrase prononcé régulièrement à Plogoff. Au Pellerin, plusieurs personnes que j'ai rencontrées m'ont aussi parlé. Voilà de quoi faire, espérons-le, longuement réfléchir EDF. Les habitants de Plogoff et du Pellerin tiennent vraiment à leurs terres, et il suffit d'aller y faire une bonne ballade pour comprendre le pourquoi. Les deux sites sont splendides. Le caractère naturel de l'un comme de l'autre est encore préservé ; et ce ne sont pas les habitations, plus nombreuses que je ne le croyais, qui les ont gachés, bien au contraire. Comment ne pas croire alors ce cultivateur du Pellerin d'une soixantaine d'années, quand il me dit avec conviction : « La centrale ne se fera pas, on ne laissera pas EDF commencer les travaux, ce sont les terrains cultivables ou cultivés qu'ils veulent nous prendre. Si on les laisse faire, ce sera la mort du village. » Comment ne pas s'indigner et puis rigoler avec Mme Murville quand elle se rap-

pelle qu'il y a deux ans EDF essayait de faire croire aux gens que ce n'était pas les habitants du site qui se battaient pour pouvoir conserver intacts leur cadre de vie et leur lieu de travail. Il ne faut pas beaucoup de temps pour s'apercevoir que l'opposition au nucléaire est encore bien vive au Pellerin.

Coup de main de Plogoff

Les petits panneaux « non au nucléaire, interdit d'entrer à EDF » sont encore visibles sur la plupart des terrains qu'EDF convoite. Pas besoin de beaucoup de temps non plus pour remarquer que ce qui s'est passé à Plogoff a beaucoup plus au Pellerin. « Les gens sont émerveillés par ce qui s'y est passé », me raconte Mme Murville.

« Plogoff nous a filé un bon coup de main », m'a dit un autre agriculteur.

« Mais ça n'a rien changé pour nous, rajoute G. Mabilau, la trentaine, entrepreneur de travaux agricoles, c'est aux gens des sites de se déterminer, et c'est bien qu'à Plogoff, ça se passe un peu comme chez nous. Avec ceux de Plogoff, on se connaît très bien, on se voit souvent. Et chacun organise sa lutte comme il l'entend. Il faudra au moins gagner sur un site pour prouver aux populations qu'on peut s'opposer à EDF. Ici, au Pellerin, on a décidé d'organiser pour le 4 mai prochain une grande journée d'information sur les énergies nouvelles. Cette journée sera organisée par les comités de défense de la Basse-Loire, mais elle est déjà soutenue par la CFDT, la CSF, la CSCV, par de nombreuses organisations politiques, etc... Il y aura des ventes de

JUMELAGE ANTINUCLÉAIRE

Armistice à la pointe du Raz

Début avril 1980, Plogoff se repose. En arrivant par la route, on aperçoit encore ces monceaux de pierre et ces carcasses de voitures qui servaient à ralentir tous les jours l'arrivée des mairies annexes, mais à part ça, plus rien ne différencie Plogoff d'un autre village breton. Les auto-collants anti-nucléaires fleurissent un peu partout, on remarque encore quelques vindicatifs, mais tout est calme. Les habitants recommencent à s'occuper de leurs jardins, et la tranquillité du village est

troublée par le passage régulier de voitures de tourisme qui foncent directement à la pointe du Raz. Plogoff souffle. Pendant deux mois, il a fallu agir, réfléchir tout le temps, répondre aux questions de dizaines de journalistes, et quand je me hasarde en ce début avril à en poser quelques-unes, on me répond fort sympathiquement, mais très brièvement. Rien que de très normal. On me raconte quand même la réception à laquelle a eu droit le député du Finistère, RPR, Guy Guermeur. Le 31 mars, celui-ci tenait comme tous les mois sa permanence à la mairie de Pont-de-Croix. Mais ce jour-là, il a dû engager le dialogue avec plus

POPULATION CRÉDULE IMPLANTATION FACILE

On sait le peu de confiance que nous pouvons accorder aux conclusions des rapports concernant les différents projets industriels mais celle-ci est de taille : « Population crédule, implantation facile ». Merci, monsieur le Préfet... quelle baffa. Ce sont en ces termes que Mesdames **Ansquer** et **Anne Celton**, deux représentantes d'« **Evit Buez ar Ch'ap** » (Pour la Vie du Cap), ont tenu une conférence de presse-bilan des 40 jours d'enquête à Plogoff.

Le bilan est simple à tirer. « Ils sont partis, en 75, à quelques centaines et ils se sont vus des milliers en arrivant au Cap ». Et ce n'est pas fini, déclare Madame Ansquer : « Plogoff a valeur d'exemple. Nous avons barré les routes, nous avons interdit l'accès

des communes concernées aux commissaires enquêteurs, nous empêcherons par tous les moyens la construction de cette centrale. »

Quelle détermination dans ce « nous ». Ce « nous » qui montre toute une région unie contre l'appareil d'Etat, ce « nous » qui affirme l'identité d'un peuple, de tous temps fidèle à ses coutumes, à ses traditions et qui n'a jamais hésité à tous les sacrifices contre toutes les adversités, ce « nous », aujourd'hui, est le symbole de la réaction à la trahison que le gouvernement de la France lui impose. Anne Celton le rappelle : « Notre lutte est avant tout bretonne : la lutte contre la capitale de Plogoff, c'est le combat pour notre pays. »

Maintenant que va-t-il se passer ? « Nous pouvons dire qu'actuellement, et ceci grâce aux soutiens de scientifiques, de syndicalistes, de juristes et d'avocats, jamais, une région entière n'a été si consciente des problèmes du nucléaire. Nous éditons des brochures, des journaux d'information, nous fabriquons des cassettes que nous distribuons aux fermiers afin de préparer le blocage des procédures d'enquête d'utilité publique qui devraient s'ouvrir en juin prochain. Nous avons également l'intention de faire un recours en Conseil d'Etat. Et puis : il y a le week-end de la Pentecôte... »

Tous les comités de défense appellent les 24 et 25 mai à un grand rassemblement sur le Cap Sizun. Deux jours de débats, de rencontres et de manifestations culturelles qui se termineront par la liaison avec la lutte du Larzac, où les paysans venant des Causses

BRÈVES

Depuis 10 ans un couple d'agriculteurs de Saône et Loire, la famille Jacquemin, est en bagarre avec une grosse coopérative, la COPAL, pour :

un : avoir eu l'indélicatesse de soutenir une autre famille laissée sur la paille avec quatre mômes ;

deux : avoir publié en 1976 un journal local au titre provocateur «le Croquant».

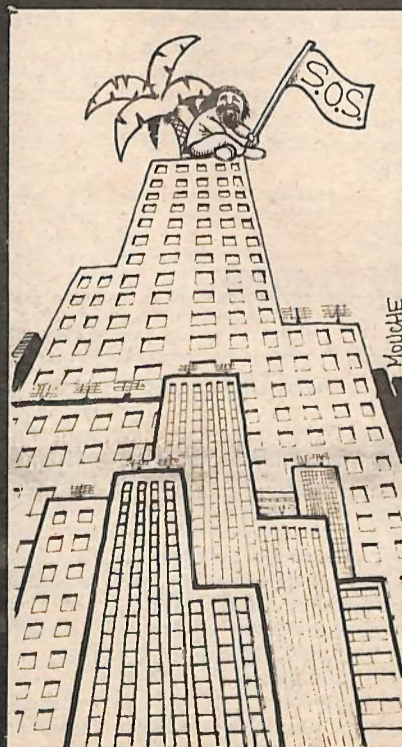
Les patrons des organisations agricoles départementales ont décidé de les liquider et ne reculent devant aucun sacrifice pour parvenir à leurs fins : refus du prêt sécheresse, exclusion de la FDSEA et de la COPAL, saisie et procès avec la Coop et le Crédit Agricole qui les met en demeure de rembourser immédiatement des prêts qui devraient se terminer en l'an 2000. Pour faire face à ces exigences, la famille Jacquemin, soutenue par les Paysans Travailleurs, vend son exploitation à un GFA dont elle serait le fermier ce qui lui permettrait de vivre et poursuivre la lutte.

Vous pouvez l'aider en prenant des parts indexées sur l'augmentation du prix de la terre (10 à 14% par an). Chaque part est de 1000 F, la valeur du foncier de 17000 F, les intérêts servis aux parts de 2% net et le bail de 18 ans.

L'assemblée constitutive du GFA aura lieu au plus tard le 1er juillet. Si vous souhaitez en savoir davantage, écrivez à Ginette et Marcel Jacquemin, Les Tardes, Marly sous Ussy, 71760 Issy l'Evêque. Tél : (85) 89.82.80.

Béton et villes nouvelles

Si l'extension des Villes Nouvelles est une solution à la crise du logement, on peut se demander ingénument pourquoi tant d'habitations restent inoccupées à Cergy Pontoise, l'une des cinq villes nouvelles de la région parisienne. On peut tout aussi ingénument s'interroger sur la nécessité de bétonner 1000 hectares supplémentaires de terres de valeur agricole «très bonne» (cf carte annexe n°43 de la mission d'Etude d'Aménagement Rural de 1971) sur le plateau de l'Hautil près de Cergy.



Ingénus qui ne voulez plus l'être, écrivez au comité de lutte contre l'organisation de l'Hautil, 148 rue Nationale, Vauréal par 95000 Cergy. Vous obtiendrez toutes les réponses voulues à vos naïves interrogatoires.

Au turf

Les 10 et 11 mai prochains se tiendra, à l'initiative de Partis Pris, Faire, Critique Socialiste, l'Étincelle, la CSCV etc, une rencontre sur le thème «Travailler moins ? Travailler autrement ?» que tout bon lecteur de la Gueule Ouverte se devrait de suivre d'un œil intéressé.

Pour les petits curieux, voici quelques unes des questions qui seront probablement abordées : l'idéologie du travail ; le temps libre (pourquoi faire ? comment ?) ; la réduction du temps de travail ; les coopératives permettent-elles de travailler autrement ? ; l'inégalité face au temps de travail ; travail et formation permanente ; l'aménagement du temps de travail ; l'allergie au travail ; le rapport des hommes et des femmes au travail ; la crise du capitalisme et la question du temps de travail... Vous inquiétez pas, on en reparlera.

d'une centaine de personnes opposées à la centrale. Pas loin de deux heures de face-à-face et M. Guermeur s'est vu entre autre réclamer sa démission. Plogoff souffle mais ne dort pas. En fait, ses habitants préparent en ce moment le grand rassemblement anti-nucléaire qui se tiendra à la Pentecôte ; manifestation qui se veut nationale et internationale.

Plogoff, Le Pellerin, la population bretonne sera-t-elle la seule en France à vouloir s'opposer énergiquement et sans concession aux centrales nucléaires ?

Jean-Luc Bennahmias
envoyé spécial

apportent des moutons pour la bergerie inaugurée sur le site en août 79, rencontre de symboles illustrant bien, là aussi, la détermination des gens.

Tout indique que le Cap sera noir de monde. C'est à cet effet que le comité de soutien de Paris organise une série de « mini meetings d'information dans les différents quartiers de la capitale. Pour lui, Plogoff doit servir de catalyseur pour redynamiser un mouvement en perte de vitesse (le décret sur Nogent sur Seine est tombée au J.O. du 31/3). Son ambition, légitime, est de revitaliser un cartel d'associations afin qu'il débouche sur un véritable mouvement capable d'emporter des victoires.

Si l'imagerie populaire affirme que les Bretons sont têtus, ils sont, à n'en pas douter, efficaces. C'est ce que les comités de soutien veulent démontrer.

Denis Dangaix



ys

*Il est des terres où
l'Histoire se fond par
trop dans les légendes...*

Si EDF avait voulu jouer une farce à l'Histoire, elle n'aurait pas trouvé de meilleure idée que celle de construire une centrale nucléaire sur le Cap Sizin. Car bientôt, dans 10 ou dans 30 ans, Plogoff pourrait bien accoucher d'un mythe comparable à celui de la ville d'Ys, ensevelie par la mer en Cornouailles. L'ombre d'Ys, sur la Baie des Trépassés, cette plage de sable blanc fut le tombeau de tant de marins naufragés au large de la Pointe du Raz. Ys, l'ancienne cité de Gradlon, premier roi du Pays Bigouden, devait s'élever là lorsqu'au sixième siècle un cataclysme terrible détruisit dans un immense raz-de-marée une grande partie de la côte bretonne. Ys, la ville blanche aux murailles si hautes que la mer n'en avait jamais franchi le sommet, fut détruite par la seule erreur d'une femme qui ne voyait pas plus loin que son intérêt immédiat.

Là où Dahut enclencha par amour un processus de mort irréversible pour ses compagnons, là où elle considéra à court terme ce qu'elle pouvait obtenir très vite, là où la légende à la frontière de l'histoire situe la ville engloutie, est en train de naître une machination nucléaire qui pourrait faire revivre à la Bretagne ses contes devenus merveilleux avec le temps mais qui, vécus au présent, n'étaient sûrement qu'atroces.

Ils creuseront les falaises de granit de Feuten Aod, ils édifieront des « domes blancs qui ne dépasseront que légèrement du plateau, comme les maisons bretonnes des environs », ils « composeront un paysage nouveau dont la rugosité sera en rapport avec celle du littoral », ils « adopteront les couleurs de la centrale au site » (*) ; voilà qu'à présent ils se mêlent de redéfinir un esthétisme aux landes millénaires ! Ils mettront en route des réacteurs sur une pointe du Raz modifiée de main humaine. Viendra alors peut-être un jour où la science-fiction délirante des bibliothèques rejoindra les légendes et se transformera en réalité humaine... Le plus meurtrier des accidents peut se produire au cœur des réacteurs bien sûr, mais la mer peut aussi ne plus suffire à refroidir les déchets qui n'iront bientôt plus stationner à La Hague. Car Plogoff est suffisamment vaste, l'alternative est prévue.

L'histoire de la ville d'Ys se répétera peut-être dans ce pays occupé, selon une étude préliminaire d'EDF, par « une population crédule et arriérée ». Que ces arriérés soient en train de redécouvrir les actions des Bonnets Rouges, leurs ancêtres révoltés contre le pouvoir royal de 1675, devrait conduire l'Etat français à regarder quelques peu en arrière. Les soldats de Colbert avaient poursuivi les habitants de Quimper dans les rues bien avant que les CRS de l'an

1980. Les fusils n'étaient alors pas les mêmes et les matraques étaient des sabres, mais les tribunaux qui condamnèrent les insurgés dans les siècles passés, les paysans révoltés contre le papier timbré, Poncalek ou Cadoual étaient les mêmes représentants d'un Etat centralisateur et soucieux de l'intérêt national. Peu importe, en définitive, si la mort qui (tait de rigueur au 17ème siècle n'a pas encore été prononcée contre les inculpés. Quiconque oserait aujourd'hui avancer des hypothèses sur l'avenir serait bien imprudent. Mais comment se r(f)rer vraiment à l'histoire quand les manuels officiels ne font jamais mention des insurrections qui soulevèrent la Bretagne, comme si le silence pouvait cacher la vérité ?

La vérité des deux mois de soulèvement plogovite sera-t-elle à son tour masquée par les temps futurs ? Même si l'Histoire oubliait les faits un jour, les légendes qui n'en finissent pas d'exister au-delà des siècles se chargeraient de maintenir vivant cet épisode dont on ne connaît pas encore la fin. Tant que resteront encore debouts des Ys en Bretagne...

Hélène Crié

(*) Extraits de la synthèse du dossier d'utilité publique, distribuée en information aux habitants.



L'affaire Mauvillain

La Rochelle le 9 janvier 1975 : les voisins de Melle Meilhan l'entendent crier et préviennent la police qui arrive quelques minutes plus tard pour découvrir la brave dame gisant les yeux fermés, le crâne ouvert, perdant du liquide céphalo-rachidien. Elle semble vouloir répondre à une question posée mais ne le peut. Quelques minutes plus tard elle prononce toutefois un nom : Mauvillain. Le 25 novembre 1975, pas même un an après les faits, Guy Mauvillain, un homme tranquille de cinquante cinq ans, est condamné à 18 ans de réclusion criminelle pour le meurtre de Melle Meilhan. Les seules paroles de la victime, probablement dans un état proche du coma, ont permis à l'appareil judiciaire de le précipiter dans le gouffre.

Depuis, le pourvoi en cassation a été rejeté ainsi que la demande de révision basée sur le témoignage d'une voisine (non entendue lors du procès) qui affirme que M. Mauvillain était chez lui au moment de l'agression et qu'il préparait son repas. Il ne s'agit pas là, selon le Garde des Sceaux, d'un fait nouveau de nature à innocenter l'accusé !

A La Rochelle, un Comité de Soutien, après avoir analysé l'affaire, est convaincu de l'innocence de Guy Mauvillain. Il faut dire que l'absence de témoin, de preuve, d'aveu, de mobile dénote pour le moins un certain laisser aller au niveau de l'instruction ! Si vous souhaitez avoir une information plus complète sur la manière dont la machine judiciaire a fonctionné dans cette malheureuse histoire, vous pouvez écrire au Comité de Soutien à Guy Mauvillain, 25 Résidence Atlantique, rue Salvador Allende, 17000 La Rochelle.

Avis urgent

De graves menaces de conflits utilisant des armes thermo-nucléaires mettent actuellement en danger l'ensemble de la population. Face à cette situation, les Pouvoirs Publics ont pris une série de mesures visant à la protection de tous :

il est instamment demandé

- le déblaiement des caves et souterrains en vue de les mettre en état pour abriter des populations civiles. Des soldats du contingent sont affectés à la collecte des objets inutiles que les habitants devront déposer à proximité des immeubles en veillant toutefois à ne pas



BRÈVES

gérer la circulation sur la rue ou les voies piétonnes.

- de collecter les objets en plomb en vue de la fabrication des parois antiradiations nécessaires à la protection des services médicaux et militaires. Les objets seront recueillis à partir d'aujourd'hui 9 heures jusqu'à 17 heures, dans toutes les mairies d'arrondissement.

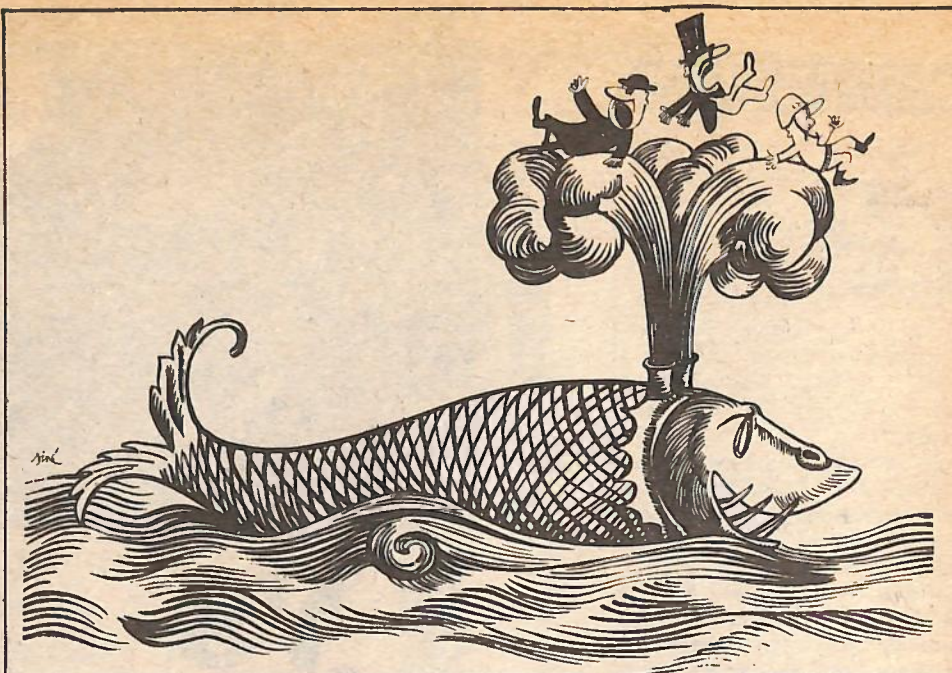
Des consignes concernant la mise en réserve de nourriture et leur distribution en cas d'alerte seront données prochainement. Ces premières dispositions seront suivies d'entraînement de manoeuvres d'évacuation.

La population est invitée à s'adonner à ces tâches sans céder à la panique dans les délais les plus courts.

C'est le comité des sans-abris qui, à la veille de la venue de Giscard d'Estaing à Lyon, a affiché dans le 6ème arrondissement ces faux avis concernant les mesures de protection à prendre en cas de guerre nucléaire. Un exemple à suivre !

NOUVEAU FAR-WEST

Le capital a besoin d'espace, et dans sa course effrénée, il vient depuis une bonne dizaine d'années de se lancer à la conquête d'un nouveau Far-West : la mer. La mer n'est plus libre, même si à grands renforts de « Transat » et autres tours du Monde à la voile pour super-héros en mal d'aventures ou pour P.D.G. à la retraite, on essaye encore de nous le faire croire.



Les règles de cette nouvelle bataille navale ont été mises au goût du jour. Une bonne convention internationale vaut tous les canons et les profondeurs. Rassurons-nous, le jeu conserve toute sa saveur, il y a des gagnants et des perdants. Encore faut-il, pour avoir le droit d'entrer dans le jeu, disposer de cet atout maître : la Zone Economique Exclusive (Z.E.E.).

Les ressources des océans ne sont pas inépuisables. C'est-à-dire les ressources biologiques (pêche), mais aussi les ressources sous-marines minérales, le pétrole, les nodules polymétalliques, grosses boules riches en cuivre, cobalt, manganèse et nickel. Il était urgent de (se) les partager. Or, six Etats contrôlent 40% de la surface des Z.E.E. : les U.S.A., l'Australie, l'Indonésie, la Nouvelle Zélande, le Canada, l'URSS. Les dix pays qui possèdent le PNB le plus élevé contrôlent 36,5% de la surface totale des ZEE ; les dix pays qui possèdent le PNB le plus faible ne contrôlent que 1,8% de cette surface. Les gagnants et les perdants sont tout trouvés. Les experts de la FAO peuvent toujours écrire que la pêche mondiale entre dans une ère nouvelle, il semble bien que les inégalités de surface ne fassent qu'accroître les inégalités de développement. De plus, qu'advient-il dans ce partage des pays « enclavés », c'est-à-dire sans accès à la mer !

Colonialisme

Les seuls pays en voie de développement qui peuvent espérer bénéficier de ce nouveau code sont ceux qui pêchent au large de l'Afrique de l'Ouest : du Maroc à la Sierra Leone, au Nord, et de l'Angola à la Namibie, au sud. Lorsque l'on sait que pour les pays du Tiers-Monde, la ration de protéines animales consommées par l'homme sous forme de poisson est de près de 40% (contre 20% pour les pays industrialisés), on peut être sceptique sur le remède proposé par ce nouveau régime des Océans à la faim dans le monde. Ne vaudrait-il pas mieux parler d'un nouveau colonialisme de la mer ?

Si les Etats côtiers ont, en droit, la possibilité de prendre immédiatement contrôle de leurs pêches et d'en tirer le maximum de profit, en fait quelle égalité peut-il bien y avoir entre un pays qui possède des bateaux-usines à grand rayon d'action capable de traiter les prises en mer, et un pays qui ne possède que quelques pirogues le plus souvent sans moteur ?

Pour la plupart incapables d'exploiter eux-mêmes leur Z.E.E., les pays en voie de développement (P.V.D.) les bradent aux pays industrialisés. Ainsi la France a négocié des accords de pêche depuis sept ans avec la Mauritanie, le Sénégal, le Dahomey, le Congo, la Guinée-Bissau. Si l'évolution du droit communautaire (résolution dite de

« La Haye », 1976) a conduit à mettre fin à cette politique d'accords bilatéraux, elle ne met pas totalement fin à toutes perspectives de « relations » bilatérales entre la France et les P.V.D. La tendance est de substituer aux accords de pêche de type antérieur des formules nouvelles « impliquant une assistance technique de la part des gouvernements concernés et la participation des intérêts privés au développement de l'économie locale par la création de sociétés mixtes ou d'investissements à terre ». Nous allons échanger de la technologie contre des droits de pêche. Avons-nous déjà fait autre chose dans nos colonies ?

« Assainissement »

Les pouvoirs publics ont pudiquement baptisé cette politique : redéploiement des pêches maritimes française. L'accès aux zones de pêche, la gestion des ressources de la mer sont désormais sous contrôle des pays industrialisés. L'avenir de la profession de marin-pêcheur (en ce qui concerne la pêche hauturière) dépend des négociations menées d'Etat à Etat et de la pression des groupes multinationaux qui s'exercent sur ceux-ci. Tout comme l'agriculture, la pêche entre dans l'ère de l'agro-alimentaire. Peu importe alors la sauvegarde des moyens de production, hommes ou bateaux, pourvu que l'on contrôle les marchés. Tant pis pour les Bretons !

Nous vendrons nos navires de pêche aux DOM/TOM : cela reste un peu chez nous et grâce à eux notre zone économique exclusive passe de 340.000 à 9.616.400 km²... De quoi se redéploier ! Quant aux pays en voie de développement, nos marins-pêcheurs n'y vendront plus leur force de travail mais leur seul « savoir-faire ». On passe ainsi à la liquidation en douceur de notre pêche, ce qui favorisera l'épanouissement des initiatives « privées au profit des armateurs les plus dynamiques. C'est sans doute comme cela qu'il faut concevoir « l'assainissement » de la gestion des entreprises de pêches. La main-d'œuvre étrangère est tellement plus compétitive dans le Tiers-Monde. D'ailleurs de quoi se plaint-on ? Les transferts de technologies sont le paradis des sociétés « dites » d'ingénierie qui baptisent de « Révolution des 200 milles » la création des ZEE.

Si le redéploiement et les transferts de technologie ne contribuent pas à établir une meilleure répartition des richesses mondiales, ils sauvent cependant du chômage, dit-on, quelques techniciens et ingénieurs.

On se demande ce qu'en penseront les équipages qui ont reçu comme cadeau de nouvelle année leur licenciement... Leur bateau partait-il pour l'Afrique ? Redéployons.... Désemployons !

Claude Antoine

PUZZLE EN VERT

Des premières manifestations de Bugey en passant par Malville jusqu'à Plogoff, des essais de mise en pratique d'une vie alternative aux expériences électorales, de la vision localiste aux grands problèmes internationaux, de l'environnement à l'écologie politique, des groupes aux personnalités, des convergences avec les autres mouvements sociaux aux divergences dans la seule mouvance écolo, où en est l'état du mouvement ?

Une enquête qui a commencé la semaine dernière (G.O. n°306) avec les explications d'Isabelle sur la situation du C.L.E. (Comité de Liaison Ecologique) et se poursuit par deux conceptions très différentes sur la nature de l'écologisme. La G.O. n'en restera pas là, jusqu'à la « grande rencontre » de Lyon, du 1^{er} au 4 mai, qui sera, à n'en pas douter, une étape importante pour les écologistes.



ENTRETIEN AVEC BRICE LALONDE

Affaires étrangères, politique intérieure, réflexions sur le terrorisme, relations avec la gauche, candidature «Rocard», «différences» entre écologistes et même «effet Lalonde»; autant de questions qu'il convenait de poser un mois avant les Assises de Lyon à celui qui en tous cas pour les médias passe pour être le «chef de file» du petit monde écologiste : Brice Lalonde.

Gueule Ouverte. Les événements récents d'Iran, d'Afghanistan, du Salvador, du Guatemala, d'Arabie Saoudite, etc, ont démontré que ça bougeait «fort» dans le Tiers-monde, ce qui coïncide curieusement avec un grand silence sur le sujet de la part des écologistes. N'auraient-ils plus rien à dire en ce domaine ?

Brice Lalonde. Le discours des écologistes en matière de politique étrangère ne doit pas être un discours de bonnes intentions, généreuses ou morales mais doit s'attacher à la création d'une **politique du «Possible»**, de pressions sur le gouvernement français en ce domaine. Ce qui se passe là-bas démontre une fois de plus que la «structure Etat» est dépassée de même que sont dépassés et je le regrette, les principes mêmes de la diplomatie... ainsi les prises d'otages, les occupations d'ambassades... il y a de nouvelles règles du jeu international à trouver.

G.O. Quel est selon toi l'événement international le plus important ?

B.L. L'Afghanistan.

G.O. Et le boycott des J.O. ?

B.L. C'est comme la coupe du monde de foot en Argentine... Le fait même que des événements se produisent et qu'à l'occasion de ces événements une intense discussion ait lieu partout pour savoir s'il faut boycotter ou pas montre que l'objectif est, sera atteint et me semble-t-il, les Jeux de Moscou sont déjà foutus. Mais au fond, je suis opposé à ce que l'on fasse porter aux sportifs tout le poids du boycottage. Je ne vois pas pourquoi les scientifiques ou les industriels ne le feraient pas eux-mêmes; pourquoi ne boycotteraient-ils pas leurs réunions ? En revanche je pense qu'il faut débarrasser le sport du nationalisme.

POLITIQUE INTERIEURE

G.O. Et sur le plan intérieur, quel est pour toi l'événement politique, social ou économique le plus marquant ?

B.L. Plogoff. Sinon il ne se passe jamais rien en France...

G.O. Les unions de gauche et de droite se défont, n'est ce pas là un événement important ?

B.L. Je crois qu'il y a rupture de consensus. Consensus qui a suivi la deuxième guerre mondiale, c'est à dire le gaulocommunisme, c'est à dire l'étatisme-productivisme-nationalisme. Il a dominé la vie française pendant une trentaine d'années; il est aujourd'hui rompu. **Le seul consensus imaginable maintenant, c'est l'écologisme.** Voilà pourquoi les écologistes sont l'enjeu d'une lutte qui les dépasse : la montée du pouvoir technocratique.

G.O. Face à la montée de ce pouvoir technocratique, que penses-tu du terrorisme qui pointe en France, vieille histoire en Allemagne et qui bat son plein en Italie ?

B.L. Je crois que c'est lié, au fait que la société française est si particulièrement bloquée. De tous côtés on assiste à une oppression systématique, à une viscosité politique très forte. Je me sens proche des sursauts de révolte spontanés et peu organisés qui se traduisent quelquefois par des actes de violence.

En revanche, ces méthodes ne sont pas toujours bonnes. **Les Brigades Rouges ? Les imbeciles qui croient que les révolutions se font en nombre de morts sont pire que des criminels...** Ce qui m'inquiète c'est le renforcement du pouvoir de plus en plus technocratique, renforcement du pouvoir de surveillance car comme la société échappe de plus en plus aux technocrates, ils cherchent de plus en plus à en resserrer le contrôle. Alors c'est sûr; on peut déboucher sur une situation où nous écologistes, doux et rêveurs, serions complètement débordés.

G.O. En dehors de communiqués sur le nucléaire, l'urbanisme, bref sur des «affaires» de pollution on voit peu ou pas de déclarations d'écologistes sur la situation intérieure ou internationale... Problèmes d'organistaion, ou incapacité de répondre par manque de réflexion ?

B.L. Aux Amis de la Terre, il y a une certaine pudeur à faire de la politique au sens classique du terme. **On n'est pas là pour parler de tout, on est là pour parler de ce l'on fait.** Et puis le Mouvement écolo n'est peut-être pas à la hauteur de ses ambitions affichées.

L'écologie alternative, une autre dimension : Celle de la pratique localiste fondée sur la critique du système économique centralisé et organisée en groupement de coopérative de vie écologique. 100 000 familles sont réunies en réseaux écoop où des gens de toutes options politiques, philosophiques et culturelles viennent confronter leurs pratiques et chercher une autre manière de vivre. Fournier le disait «Changer la vie, cela passe, tout de suite, par la mise en place d'une pratique alternative.» La G.O. a demandé à deux membres d'Ecoovie, Jef et Gaby, leurs impressions sur la nature du mouvement.

J et G. Les écoops sont un réseau qui propose une réponse alternative, pratique et concrète dans tous les domaines de la vie quotidienne (alimentation, imprimerie, recyclage, énergies, transports, éducation...). C'est un outil de travail qui sert à désamorcer les rouages économiques du système. Par exemple, la coopérative de distribution alimentaire rend inutile les intermédiaires. Nous prônons une meilleure gestion des formes d'énergie et des moyens de production.

G.O. On a un peu tendance à se perdre dans le foisonnement des groupements écologiques. Comment fonctionnez-vous ? Votre système d'organisation fait-il que vous êtes vous-même, un mouvement avec des structures, des leaders ?

J et G. Il n'y a pas de chefs chez nous ? La notion de pouvoir ne peut pas rentrer dans notre manière de concevoir nos actions. Nous n'avons pas de structure pyramidale et chaque groupe fonctionne localement. Il y a simplement une coordination entre tous les groupes qui se veut surtout pratique ? De fait, cette coordination est ponctuelle.

Suite de l'entretien avec
Brice Lalonde.

ROCARD ET LES ÉCOLOGISTES

G.O. Que penses-tu des déclarations du «candidat Rocard» à propos des écologistes et des mouvements sociaux en général. Est-ce un progrès, une fourberie ou une nécessité de la part de ce «candidat de gauche» ?

B.L. Ce qu'a dit Rocard n'est en rien ce qu'a voté le Parti Socialiste et le Candidat Rocard, ne serait-ce quand il propose une alliance de «pouvoir» avec les écologistes, se situe sur une ligne différente de celle qu'a adoptée son parti. Je pense que de toute manière, **ce qu'a dit Rocard est un élément nouveau dans les relations des forces politiques avec les écologistes.** Jusqu'à présent tous disaient être écologistes et en voici un qui dit : «Je laisserai la place aux écologistes pour qu'ils fassent de l'écologie».

Je pense que le mouvement est assez âgé, assez adulte pour prendre acte que c'est un élément nouveau, et forcer tous les autres candidats éventuels à faire la même chose. Mais je crois que là où Rocard se trompe, c'est que nous n'avons pas besoin d'un ministre écologiste, du moins pas encore, mais nous avons certainement besoin de la proportionnelle dans les grandes villes, du droit au référendum d'initiative populaire et d'un certain nombre de mesures qui permettraient aux écologistes de faire de l'écologie là où ils veulent faire de l'écologie. **Il faut, après avoir lu cet interview que le candidat Rocard corrige son tir, et**

G.O. On a l'impression que vous êtes complètement à part une sorte d'îlot sans prise réelle sur les grands problèmes de notre société. Qu'en pensez-vous ?

J et G. Avoir une fonction localiste ne veut pas dire être isolé. Si depuis trois ans et demi d'existence, nous réunissons aujourd'hui 100 000 familles, cela démontre une dimension importante. Il y a des groupes qui sont dans les réseaux écoop dans 11 pays (Europe et Tiers monde) et chaque groupe mène ses actions en fonction de leurs implantations et de leurs problèmes.

G.O. La nébuleuse écologique tente une restructuration. L'horizon 81 n'étant pas neutre dans cela, qu'est ce que ça vous inspire comme réflexions ?

J et G. Le mouvement présente des tendances très différentes et complémentaires. Il y a pour nous deux axes dans la nébuleuse. Le premier, politique, qui s'intéresse aux rapports entre les êtres et leurs institutions, incarné surtout par le R.A.T., qui propose des projets, des solutions théoriques, travaillant surtout pour la mise en place d'un changement de société. Le deuxième, environnementaliste, étudie le rapport de l'homme avec son milieu physique. Il n'est pas institutionnel. Il manque pour nous un troisième axe. Qu'est ce que l'on va mettre à la place de tout ça ? Les alternatives sont la seule projection pour l'avenir.

G.O. N'avez-vous pas l'impression que si le terme écologie a été et est toujours un tantinet récupéré par des fervents défenseurs de notre système, les pratiques alternatives rentrent également dans le même schéma ?

J et G. C'est vrai, mais Ecoovie est un outil qui sert à la recherche sur le terrain; ce n'est pas qu'une démarche à

que tous les autres candidats fassent de même.

G.O. Ne penses-tu pas que beaucoup d'écologistes préféreraient «aménager l'opposition» du possible président Rocard que de voter plus ou moins inutilement pour l'un des trois ou quatre candidats écologistes ?

B.L. C'est possible, bien que je ne pense pas qu'il faille tenir pour acquise l'éventualité de plusieurs candidats écologistes.

LA DROITE, LA GAUCHE, ET L'INDEPENDANCE

G.O. Lors d'une conférence de presse sur Plogoff, tu as déclaré que les écologistes représentaient la seule force d'opposition en France. Qu'en est-il de tous ces gens qui votent en masse pour une opposition socialiste... ? Seraient-ils victimes inconscientes d'un leurre ?

B.L. Par rapport au système qui veut que l'on se serve de l'Etat pour changer la société, produire plus, etc, système commun à la gauche comme à la droite, oui, nous sommes la seule véritable opposition. Par ailleurs, au sein des institutions telles qu'elles existent actuellement, il y a des oppositions... sur la répartition du revenu national, sur la gestion des grands groupes de production. Ces oppositions nous apparaissent **secondaires par rapport à ce qui oppose les écologistes à l'ensemble du monde politique.**

G.O. Que penses-tu de la déclaration du «candidat» Jean Claude Delarue : «Je suis le seul candidat écologiste indépendant des partis».

B.L. La formule «indépendant des partis politiques» me paraît juste mais elle ne peut représenter tout un programme ou toute une stratégie. En ce qui concerne Delarue, ce n'est un secret pour personne qu'il travaille avec des personnes très liées à la Majorité. Tout le monde le sait, et il a même perdu un procès contre le Nouvel Observateur qui affirmait cela.

PRESIDENTIELLES ET ÉCOLOGIE POLITIQUE

G.O. Quel est selon toi l'objectif de la campagne des écologistes aux élections présidentielles ?

B.L. L'objectif principal de cette campagne est de renforcer un mouvement qui lui, **devra avoir des élus aux municipales.** Ce mouvement devra être plus large que l'écologie prise au sens «strict du terme : protection de la nature.» Il devra **s'étendre aux régionalistes, aux défenseurs des droits de l'homme, aux femmes, etc.** Les présidentielles c'est l'occasion en tous les cas de donner l'impression, mais j'espère aussi la réalité, de pouvoir **unifier le «mouvement».**

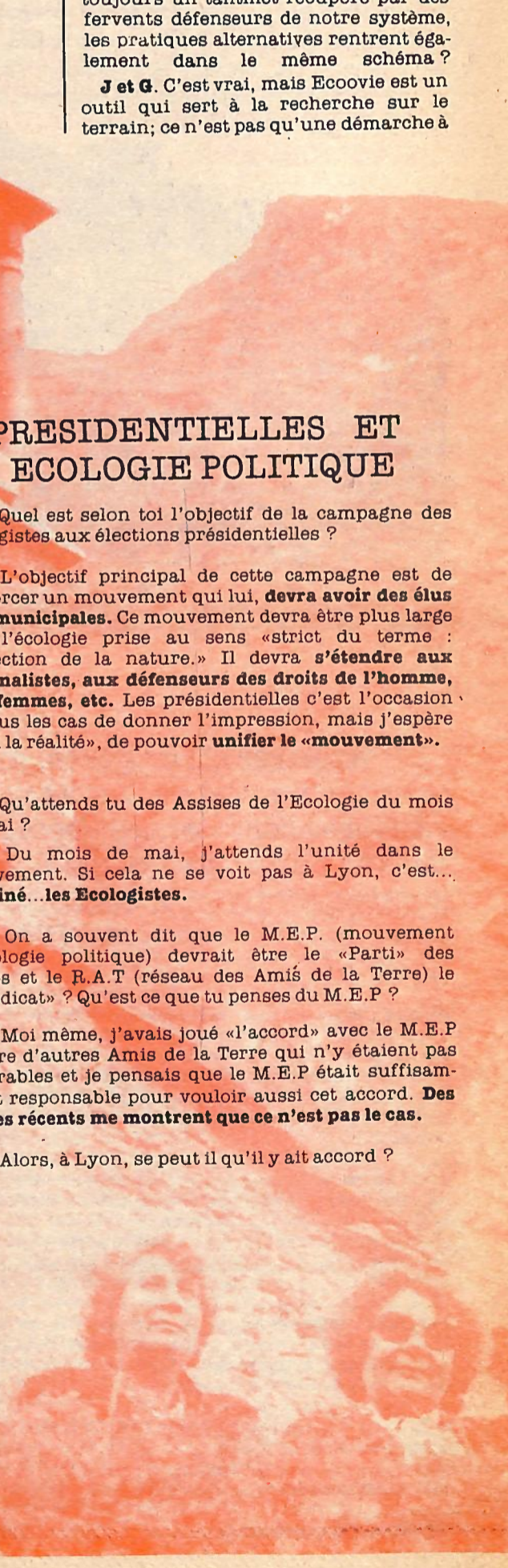
G.O. Qu'attends-tu des Assises de l'Ecologie du mois de mai ?

B.L. Du mois de mai, j'attends l'unité dans le mouvement. Si cela ne se voit pas à Lyon, c'est... **terminé... les Ecologistes.**

G.O. On a souvent dit que le M.E.P. (mouvement d'écologie politique) devrait être le «Parti» des écologistes et le R.A.T. (réseau des Amis de la Terre) le «Syndicat» ? Qu'est ce que tu penses du M.E.P. ?

B.L. Moi même, j'avais joué «l'accord» avec le M.E.P. contre d'autres Amis de la Terre qui n'y étaient pas favorables et je pensais que le M.E.P. était suffisamment responsable pour vouloir aussi cet accord. **Des signes récents me montrent que ce n'est pas le cas.**

G.O. Alors, à Lyon, se peut-il qu'il y ait accord ?



défendre mais, c'est surtout une possibilité enrichissante pour les individus de vivre autrement. Nous savons bien les tentatives de récupération, c'est pour cela que nous avons créé le CODE, Comité de Dératisation de l'Ecologie.

G.O. Qu'est ce que c'est ?

J et G. Un moyen de dénoncer et de faire sortir ceux qui se sont infiltrés comme des multinationales, des groupes financiers, des magouilleurs de la production agrobiologique.

G.O. Cela peut-il s'appliquer à des individus ne respectant pas des accords entre mouvements ? J.C. Delarue par exemple ?

J et G. Tout à fait, il peut être décodé.

G.O. Parlons un peu du lieu central d'Ecoovie : Le cheval de 3. Qu'est ce que cela veut dire ?

J et G. C'est un lieu qui est à l'intérieur de la cité, qui désamorce les structures et qui est donc une agence centrale de service. Le cheval de 3 est archi-légal et nos rapports avec l'administration centrale de la ville de Paris sont simplement cordiaux.

B.L. Curieusement à l'inverse du 3ème collège, les « inorganisés » qui me semblent plus mûrs politiquement, le M.E.P. manque un peu de sagesse. Il a autant de candidats, semble-t-il, que de membres et il lui est difficile de se mettre d'accord avec lui-même et d'arrêter une position sinon négative. Je le regrette car pour ma part je continue à vouloir cet accord.

G.O. Que penses tu de « certains écologues » qui demandent à chaque assemblée de redéfinir l'Ecologie ? Est-ce qu'il convient aux écologistes d'aborder des sujets jusque là « Tabous » comme la famille, la sexualité, la contraception, le plaisir, la drogue, l'éducation, le féminisme, l'enfance, la violence... ou bien est-ce l'objet de « mouvements spécialistes » en la matière : par exemple, le MLAC, les mineurs en lutte, etc ?

B.L. Il y a deux choses : Affiner les analyses dans un groupe et mettre au point une stratégie politique. Stratégie politique en fonction de l'analyse des rapports de force, des possibilités militantes que l'on peut avoir. C'est privilégier telle action par rapport à telle autre. **On a pas les moyens de tout changer en même temps. Je suis opposé à ce qu'un Mouvement ait des positions dans des domaines qui relèvent de la liberté individuelle.**

En politique on ne doit pas dire la même chose lorsque l'on veut être élu et lorsque l'on milite. On doit avoir un double langage et lorsque l'on se présente à une élection on ne peut le faire au nom d'un projet de société, total et global. On peut dire : « voilà ce que je voudrais comme citoyen, mais en tant qu'élu je ferai telle ou telle chose et c'est tout... Bref laisser les gens libres de réaliser leur projet de société

G.O. Laisser aux groupes adhérents d'Ecoop le choix de leur détermination politique est louable mais, ici, il y a maintenant la Gueule Ouverte, une radio libre, et, peut être un chantier cinéma animé par des collectifs militants. Ils ont tous une connotation face au système; ceci vous gêne-t-il ?

J et G. Aucune gêne pour nous, au contraire. C'est un lieu qui doit servir à tous ceux qui expérimentent des choses.

G.O. Puis-je vous demander vos positions sur les présidentielles ?

J et G. En fonction des trois dimensions de l'écologie nous considérons ce type d'élection comme important car pour nous cela doit permettre une réflexion. De là à participer à une campagne... c'est une autre affaire.

G.O. Que pensez-vous de Roger Garaudy ?

J et G. Il semble avoir les mêmes préoccupations que nous. Il emploie le même vocabulaire, il parle de mutance par exemple. Mais, on ne le connaît pas, ainsi que le réseau Espérance.

G.O. Et Brice Lalonde ?

J et G. Nous contestons son rôle de vedette; lui non plus on ne le connaît pas. Est-il vraiment efficace ?

par ailleurs. Autrement ça veut dire qu'on va prendre l'Etat pour faire ce que l'on veut...

« Effet Lalonde »

G.O. Pour les médias tu es le Leader du mouvement écologiste. C'est quoi pour toi un leader ?

B.L. Ce ne peut être que quelqu'un qui travaille plus que les autres parce qu'il a accepté de le faire et qui accepte d'être représentant ou porte-parole. Je suis ambitieux certes, car je veux quelque chose pour mon mouvement et pour moi. C'est aux écologistes de créer leurs propres postes : le contraire du carriérisme en quelque sorte.

G.O. Est ce que c'est un don, un métier que l'on apprend, un art que l'on exerce parce qu'on en a le goût ?

B.L. C'est en général parce que les autres ne veulent pas l'être. Tu commences par hasard et tu es obligé de bosser...

G.O. Est ce que c'est facile d'être Lalonde ? Est ce que c'est intéressant ?

COMMUNIQUÉ

POUR UNE FEDERATION ECOLOGISTE

ECOLOGIE

LES Assises de Dijon (novembre 79) ont confirmé la vivacité et la continuité du mouvement écologiste. Au sein du Comité de Liaison Ecologique (C.L.E.) créé à cette occasion, comprenant d'autre part des représentants du Réseau des Amis de la Terre (R.A.T.), antérieurement constitué, des représentants du Mouvement d'Ecologie Politique (M.E.P.), récemment créé, le 3ème collège concrétise l'existence d'un territoire écologique indépendant, habité par des groupes, des militants et des sympathisants attachés à leur autonomie et à la démocratie.

Il ne peut être question de nier notre composante diversifiée sous prétexte d'efficacité, en remettant l'expression politique du mouvement entre les mains de « spécialistes » qui parleraient à notre place, sans même nous consulter. Est-ce à dire que nous refusons toute forme d'organisation ? Nullement.

Tout au contraire, conscients du tournant actuel de l'écologie qui engage son avenir et son image publique, nous souhaitons préserver, dans l'organisation, la libre dynamique qui constitue son originalité et sa sève. Que proposons-nous ?

De nous retrouver pour une rencontre préparatoire aux Assises de Lyon, en discussion ouverte sur tous les points pouvant constituer un ordre du jour. Il s'agit de garantir la plus large démocratie interne par des options de type fédéré loin d'entraver les décisions collégiales les plus constructives, elles sont de nature à animer les courants régionalistes, les associations et les individus.

Si vous vous sentez concerné(e) par l'importance de l'enjeu, écrivez-nous tout de suite : après Lyon, il risquera d'être trop tard : faute de grives, nous aurons du M.E.P. ou du R.A.T...

Les membres du 3ème Collège du C.L.E.

**Bernard Dumontet, Jean-Marc Brunet
E. et D. Ronsant-Voynet, A. Sellinger**

Les groupes doivent s'inscrire dès maintenant pour le congrès de Lyon auprès de l'APERA, 4 rue Bodin, 69002 Lyon, qui leur fournira également tous les renseignements.

G.O. Quels sont les projets d'Ecoop ?

J et G. Le réseau Ecoop a une dimension globale des choses et nous apportons des solutions. Nous sommes très impliqués dans les luttes pour le Tiers monde et c'est pour cette raison qu'une centaine de nos membres ont fait une grève de la faim et de la soif du

13 au 20 mars. Nous soutenons la campagne du Partito Radicale de sous-alimentation. Notre objectif est d'adapter dans des régions en difficulté économique, du fait du système, des techniques à dimension humaine. Nous voudrions installer des villages d'auto-suffisance et c'est en bonne voie.

Propos recueillis par
Denis Dangaix

B.L. Il y a des avantages et des inconvénients. Pour moi ça a été la découverte de la théorie des dilemmes... Epiménide. «Epiménide» c'est celui qui faisait le contraire de ce qu'il disait. Celui qui est contre l'avion et qui vient en avion pour le dire... Par exemple quand le mouvement écolo dit qu'il ne veut pas de vedette et que c'est une vedette qui le dit. Après les Municipales, j'avais été frappé par tous ces arguments; je m'étais dit : c'est contradictoire et j'arrête. Je m'étais retiré et en réalité je me suis aperçu qu'en faisant cela, d'abord j'avais reçu plus de lettres d'injures pour avoir déserté que je n'en avais reçu pour être une vedette, et ensuite que j'avais affaibli dans une certaine mesure le mouvement écologiste, indépendamment de toute prétention de ma part, par le fait que les gens qui avaient identifié le mouvement écolo à ma figure ne la voyaient plus et disaient : «on ne vous voit plus vous, les écologues !»

Depuis que j'ai fait «la bêtise» d'être porte parole, il ne faut plus que je parte. Et sans pour autant abuser, il faut que j'ai une déontologie sévère, que je travaille plus que les autres et que je ne cesse pas d'être contrôlé par le mouvement qui lui accepte cette situation et que l'ensemble des deux soit efficace.

G.O. Quel est le meilleur candidat écologiste pour ces présidentielles ?

B.L. J'avoue que j'ai envie d'aller à la « bataille », comme tout militant expérimenté d'ailleurs, et je me sens parfaitement prêt. Mais pour l'instant le mouvement n'a rien décidé et le candidat, le « seul » candidat, doit sortir du mouvement.

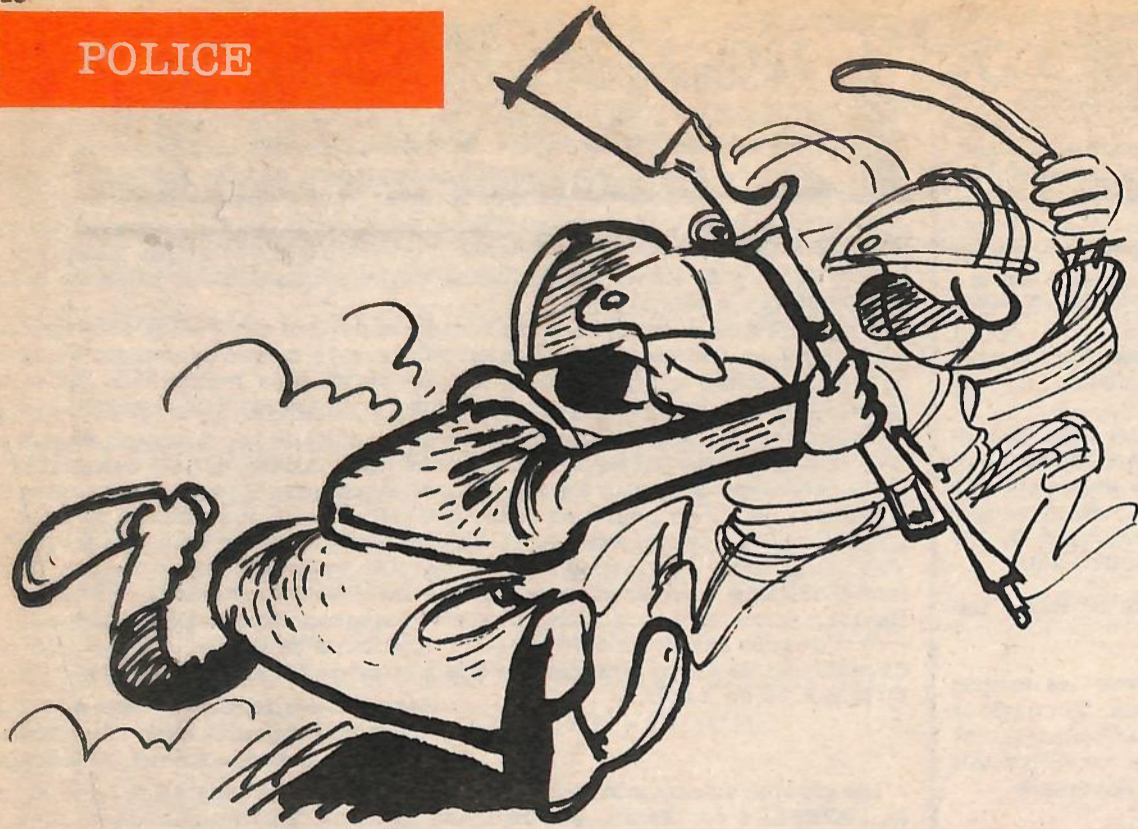
G.O. Mettons un cas de figure, une hypothèse... fantaisiste ? Que le M.E.P. présente Cousteau comme candidat, que les Amis de la Terre te présentent, et que Delarue continue de se présenter lui-même, serais tu candidat ?

B.L. Non.

G.O. Un dernier cas. Si les fées existaient en politique et que tu aies un souhait à faire aujourd'hui, quel serait-il ?

B.L. Peut-être... Qu'il y ait un avocat dans chaque commissariat.

Propos recueillis par
Loïc Le Guénégal.



Dix-neuf « terroristes » déférés en Cour de Sécurité de l'Etat.

Les « coups de filet anti-terroristes » opérés simultanément en France et en Italie la semaine dernière nous auront appris que la collaboration entre les polices européennes est plus avancée qu'on ne pouvait le penser. Ils ne nous ont pourtant pas appris grand-chose d'autre, surtout pas l'existence d'un « euroterrorisme » comme feint de le croire une certaine presse, qui a inventé, pour l'occasion, la « preuve par la police » : « s'ils sont arrêtés le même jour, c'est qu'ils sont frères » ! Ajoutez à cette « démonstration » une avalanche de noms français et étrangers, de sigles, d'armes, de billets de banque, de photos et personnes recherchées, quelques femmes, blondes ou brunes à perruques, mettez le tout sous la casquette de Khadafi : voilà « l'euroterrorisme », et quelques poseurs de plastic anarchisants transformés en aile française du célèbre « parti combattant » italien (beaucoup moins anar !). Le coup est un peu gros, qu'importe... Il y a sans doute beaucoup de pages fascinantes à écrire sur « l'émergence d'un terrorisme français ». Mais les faits, démêlés des constructions médiatico-policières, persistent à manquer du piquant qu'on voudrait leur donner.

FRANCERTORRORISME

La seule véritable logique de l'affaire, c'est sans doute celle de l'opération policière. Une opération à plusieurs étages, coïncidant dans le temps (coïncidence probablement concertée), ce qui tend à les amalgamer. Le premier étage se situe en Italie, où le désormais tout-puissant Dalla Chiesa a connu son premier gros succès en faisant abattre sans sommations quatre membres (reconnus tels par un communiqué des B.R.) des Brigades Rouges et arrêter une douzaine d'autres, le 28 mars. Le « deuxième étage », ce sont les Italiens de Toulon, arrêtés le 28 en possession d'armes et de fausses cartes d'identité ; probablement militants d'un autre groupe que les B.R. Restent les arrestations de Paris : une Italienne, Olga Giroto, membre présumée de Prima Linea (groupe armé rival des B.R., proche des positions de l'Autonomie Ouvrière) arrêtée dans un appartement loué par un Français (Pascal Trillat), où ont été découverts 600 kilos d'explosifs et des cartes d'identité italienne vierges. Un Espagnol, un Basque et un Algérien, et une douzaine de Français dont cinq femmes. Tous sont aujourd'hui inculpés d'attentats par explosifs, de tentatives de meurtre, association de malfaiteurs (crimes en relation avec une entreprise consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à celle de l'Etat). Quatre membres présumés d'« Action Directe » sont encore recherchés par la police. Les Italiens de Toulon, accusés par la police de « collusion avec 'Action Directe' », sont inculpés d'association de malfaiteurs et de vol qualifié. Leur

extradition a été demandée par l'Italie.

Quatre liens concrets ont pu être établis entre ces différents niveaux ? Entre les B.R. et les quatre Italiens de Toulon, non seulement aucun lien concret n'est établi, mais leur récent passé politique (dans des groupes anarcho-situationnistes) rend très improbable leur appartenance aux B.R. Ce qui n'empêche pas la justice italienne de les accuser du meurtre de Morro, pour lequel un nombre impressionnant de militants (dont la majeure partie n'a rien à voir avec les B.R.) sont déjà emprisonnés. La découverte de fausses cartes d'identité provenant de la même machine (elle-même découverte dans une autre « cache parisienne ») à Toulon et dans l'appartement de O. Giroto, semblerait constituer un lien (le seul) entre Toulon et Paris. En conclure un lien avec « Action Directe » serait tout à fait léger. Il n'est pas prouvé que O. Giroto ait été en contact avec ce groupe, ni que tous les Français arrêtés en fassent partie ; il n'est pas établi non plus que les dix caches parisiennes appartiennent à « Action Directe ».

Preuve par la police

Comme preuve des liens entre Italiens et Français, la police avait d'abord fait courir le bruit qu'O. Giroto avait participé au mitraillage du ministère de la Coopération revendiqué par « Action Directe », bien qu'elle fût

brune — on parlait alors d'une perruque —. On s'est rabattu depuis sur une autre suspecte, la « jeune femme en fuite ». Rappelons qu'Olga Giroto n'est pas soupçonnée d'appartenance aux B.R., puisqu'elle était recherchée pour une action de Prima Linea contre un gynécologue.

Les liens entre les différents groupes d'arrêtés sont donc loin d'être établis. Par ailleurs, si la concomitance des arrestations est évidente (voire voulue), celle des enquêtes ne l'est pas. On a d'abord tenté de faire croire à une enquête ayant pour unique point de départ le hold-up de Condé-sur-l'Escault, qui aurait rejoint une enquête de la police italienne, le tout menant au triple coup de filet. Or il semble que les Italiens de Toulon aient reconnu leur participation à ce hold-up, le vol ne figure pas aujourd'hui dans les chefs d'inculpation réservés aux membres présumés d'« Action Directe ». Il est pratiquement établi, par contre, que l'enquête sur Action Directe était menée indépendamment des autres, à partir d'autres sources, dues à la trop grande « transparence » de ce groupe (certains parlent d'infiltration) : la police le surveillait sans doute depuis longtemps, et il semblerait que les deux membres présumés d'A.D. actuellement « en fuite » avaient déjà des mandats d'arrêts.

Il n'y a pas de grand « complot ». Que reste-t-il alors du « terrorisme français » ? Pour le passé, quelques courtes tentatives, aussi éphémères que peut meurtrières. La « Nouvelle Résistance

Proletarienne » (issue de la Gauche prolétarienne) s'auto-dissout après l'enlèvement de Nogrette, après à peine un an d'existence.

Justice du « 28 Mars »

Les G.A.R.I., groupe anti-franquiste opérant en France, on t eu pour action plus spectaculaire l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris le jour de l'assassinat de Puig Antich, action suivie d'arrestations, et de leur auto-dissolution. Les N.A.P.A.P., rescapés de la Gauche prolétarienne, insatisfaits de la mollesse d'une extrême-gauche déclinante, se firent surtout connaître par l'exécution du vigile Tramoni (assassin de Pierre Overney), avant de s'auto-dissoudre à leur tour tant pour des raisons de désaccord politique, qu'à la suite de l'emprisonnement de trois de leurs « sympathisants » (toujours en prison aujourd'hui). Peut-être encore moins que ces groupes, « Action Directe » ne peut être considérée comme un groupe de lutte armée. Leurs actions (une dizaine) furent assez modestes, à tel point qu'on ne les distingue pas de l'ensemble des petits plastiquages, assez courants en France ces dernières années (637 pour l'année 78, selon le ministère de l'Intérieur). Leur appellation colle d'ailleurs tout à fait à ce qu'ils sont : un groupe d'action directe (eh oui !) dans la vieille ligne anarcho très vaguement colorée de slogans du genre M.L. (marxiste-léniniste)

un peu lassés des manifs et autres, peu soucieux de stratégie, ni « d'entreprise tendant à substituer une autorité illégale à celle de l'Etat ». Peu d'organisation réelle peu de souci de cohérence, de ligne : « Nous ne cherchons pas, disent-ils dans un communiqué, à 'institutionnaliser' un sigle. Notre appellation n'est qu'une référence commune dans un mouvement révolutionnaire plus large ». Phrase que les flics essaieront, bizarrement, d'interpréter dans le sens de prouver leur appartenance à une « internationale terroriste », et qui exprime au contraire leur volonté de ne pas jouer l'organisation terroriste, de ne pas couper du mouvement »...

Des rescapés des N.A.P.A.P. et des G.A.R.I. ? Peut-être, bien que la plupart semblent un peu jeunes pour cela. Enfin, pas des violents au sens « physique » du terme ; le mitraillage du bureau de Galley ressemble plus à une fanfaronade qu'à une tentative de meurtre...

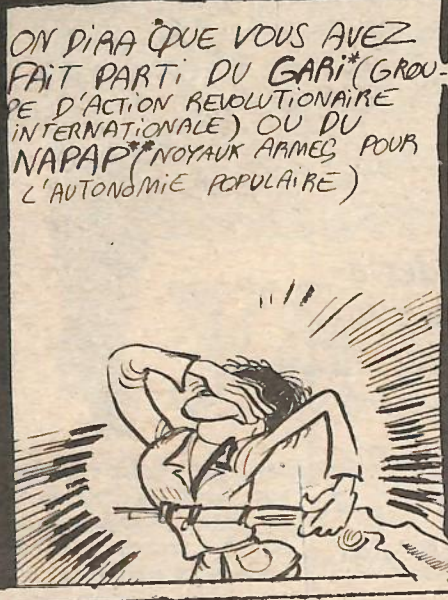
Un joli coup pour la police française, d'avoir réussi à transformer quelques activistes imprudents en dangereux terroristes. Et quand on en vient à considérer comme preuve du danger terroriste l'importance des moyens policiers mis en œuvre, on peut craindre, pour demain, d'autres beaux coups. Si la preuve du terrorisme, c'est l'anti-terrorisme, pourquoi pas une petite loi pour « améliorer la prévention du terrorisme » ? En attendant, on a toujours la Cour de Sécurité de l'Etat : parlera-t-on bientôt d'une « Justice du 28 Mars » ?

Valérie Marange

BÉDÉRRORISME



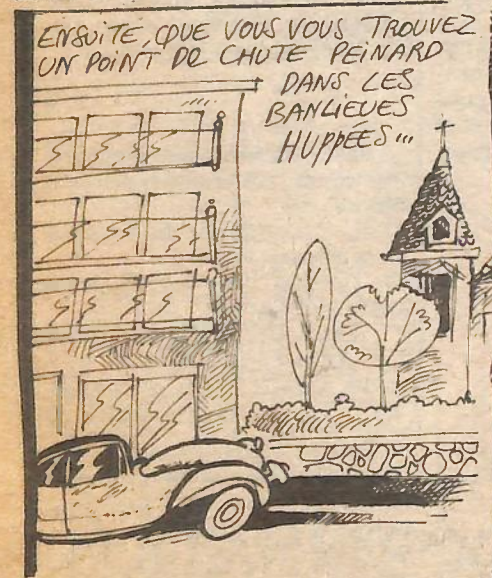
QUE VOUS SOYEZ D'EXTREME
GAUCHE, ANARCHISTE,
LIBERTAIRE, AUTONOME...



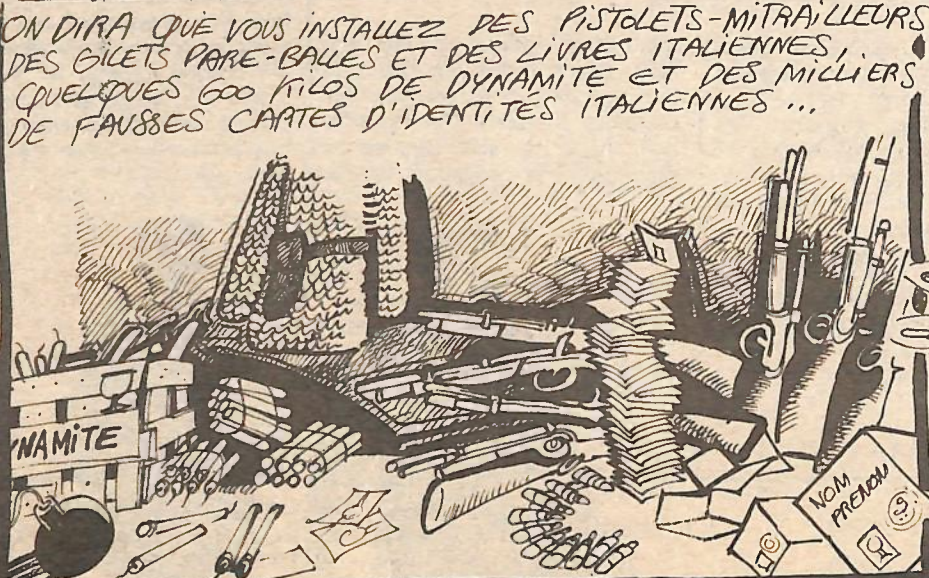
ON DIRA QUE VOUS AVEZ
FAIT PARTI DU G.A.R.I.* (GROUPE
DE D'ACTION REVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONALE) OU DU
N.A.P.A.P.** (NOYAUX ARMES POUR
L'AUTONOMIE POPULAIRE)



ON DIRA QUE VOUS ÊTES ASSOCIÉS AUX BRIGADES ROUGES
ITALIENNES ET UN POIL A LA BANDE A BAADER.
ET QU'EN RÉUNISSANT LE TOUT,
VOUS FORMEZ LE GROUPE "ACTION
DIRECTE".



ENSUITE, QUE VOUS VOUS TROUVEZ
UN POINT DE CHUTE PEINARD
DANS LES
BANLIEUES
HUPPÉES...



ON DIRA QUE VOUS INSTALLEZ DES PISTOLETS-MITRAILLEURS
DES GILETS PARE-BALLES ET DES LIVRES ITALIENNES,
QUELQUES 600 KILOS DE DYNAMITE ET DES MILLIERS
DE FAUSSES CARTES D'IDENTITES ITALIENNES...



ON DIRA QUE VOUS FAITES
QUELQUES HOLD-UP POUR
PAYER TOUT ÇA...

BRATATATATA!



QUELQUES SABOTAGES, ATTENTATS
PLASTICAGES À LA GRACIEUSE ATTEN-
TION DU MINISTÈRE DE LA
SANTÉ, DE LA COMMISSION DES
LOIS DE L'ASSEMBLEE
NATIONALE...

SI VOUS AVIEZ FLINGUÉ UNE
DIZAINE D'ARABES DANS LA RUE, IL
NE SE SERAIT RIEN PASSÉ...
MAIS QUE VOUS TOUCHEZ 1 POIL DE
MINISTRE, VOUS SEREZ TOUT DE SUITE
TRAQUÉS, POURSUIVIS, REPERÉS, ENFERMÉS
COMME DES BÊTES.

TOUT ÇA POUR QUE LE
GOVERNEMENT DISE DE
VOUS :

CE NE SONT
PAS DES NAZILLONS
QU' ME FERONT
REULER.



FAIT D'APRÈS FRANCE-SOIR, LE POLAR LE PLUS
LU PAR "ACTION DIRECTE".

* G.A.R.I. LUTTE PAR L'ACTION DIRECTE CONTRE LA DICTATURE
FRANQUISTE, CONTRE LE CAPITAL, CONTRE L'ÉTAT.
"POUR LA LIBERATION DE L'ESPAGNE, DE L'EUROPE ET DU MONDE".

** N.A.P.A.P. "BOUSSILLER LA SOCIÉTÉ POURRIE ET CONTRIBUER À EN CONSTRUIRE
UNE AUTRE EN S'APPUYANT SUR LES FORCES POPULAIRES"



LA REPUBLIQUE DES COMMISSAIRES



Première précision : cette grève n'est finalement qu'un « simple retour à des pratiques légales », comme le rappelait le Syndicat de la Magistrature. En effet, la vérification d'identité n'est prévue que dans deux cas précis : lorsqu'une instruction a été ouverte par un juge et que la vérification entre dans le cadre de recherches judiciaires ou s'il y a réellement « flagrant délit ». Tout ceci concerne la police judiciaire, agissant sous l'autorité d'un magistrat. En ce qui concerne la Police administrative, ses pouvoirs lui « permettent, quand des circonstances particulières l'exigent, de procéder à des vérifications d'identité », mais « n'autorisent pas, à retenir, même provisoirement, des personnes qui n'ont commis aucune infraction ou qui ne sont pas soupçonnées d'en avoir commis ». (arrêt de la Cour de Cassation du 5.1.1973). Quant à la carte d'identité, elle est facultative (décret du 22 octobre 1955) mais ne pas la posséder, c'est s'exposer à une vérification d'identité au poste, selon les dispositions citées ci-dessus. Ces lois

Les commissaires veulent « un texte de loi à appliquer ». C'est ce que déclarait Riquois (secrétaire général du syndicat des commissaires de police) la semaine dernière. La « grève des contrôles et vérifications d'identité », bien loin de mettre en cause les abus policiers, a un objet très clair : que la loi s'aligne sur les pratiques policières.

sont rarement respectées, beaucoup de contrôles étant effectués par la police administrative, sans le contrôle d'un magistrat. Les plaintes contre ce type d'abus de pouvoir sont très rares, les inculpations à fortiori, ne parlons pas des condamnations.

Justement, ces derniers mois, il y a eu trois inculpations de policiers (dont deux commissaires) pour ce genre d'illégalités : deux pour violation de domicile (dans l'affaire de Radio Riposte au P.S., et pour une expulsion en plein hiver) la troisième pour arrestation

arbitraire et détention illégale (une vérification d'identité). Rien de bien méchant pourtant (sur des centaines d'arrestations arbitraires), juste ce qu'il faut pour répondre à la grogne croissante

dans les chaumières démocratiques (ligue des droits de l'homme, campagne du M.R.A.P. contre les contrôles racistes...) en dénonçant quelques « bavures », présentées comme des cas isolés. Il n'en a pas fallu davantage pour que le syndicat des commissaires parle d'une « évolution récente de la jurisprudence », alors qu'aucun jugement n'a encore été rendu, et pour que Minute proclame « on désarme la police » !

Les commissaires veulent donc une carte blanche légale. Non que l'état de « non-droit » qu'ils dénoncent aujourd'hui les dit tellement dérangé jusqu'à maintenant. Comme le souligne le Syndicat de la Magistrature, il n'y a pas de vide juridique, si ce n'est celui que la police crée de toutes pièces par ses pratiques illégales. Certains syndicats de policiers (CFDT, FASP) ont d'ailleurs dénoncé l'initiative des commissaires, en rappelant notamment que ces contrôles n'ont été légalisés que sous l'occupation allemande et pendant la guerre d'Algérie. Les policiers CFDT craignent que l'action des commissaires « n'aboutisse à faire triompher les promoteurs de pleins pouvoirs pour la police, et ne fasse de notre pays un Etat policier ».

Une crainte pleinement justifiée, puisqu'un débat parlementaire s'ouvrira probablement sur le sujet. Maintenant que nous avons des « terroristes », et quand le gouvernement a pour projet quasi avoué de rendre la carte d'identité obligatoire, pourquoi ne pas laisser les commissaires faire la loi ?

V.M

Petite biblio pour se renseigner sur les lois, nos droits, la police, la justice.

W.F. Zimie, **Droits du détenu et de la défense**, Paspéro.

D. Langlois, **Nouveau Guide du militant**, Points.

D. Langlois, **Guide du citoyen face à la police**, Points.

Actes n°24-25, **La police hors-la-loi ?** Solin, 1 rue des Fossés St Jacques, Paris.



RUBRIQUE RÉFRACTAIRE

Rennes : un TPFA en accusation

Tous les vendredi, matin et après-midi, à la salle II du premier étage du Palais de Justice de Rennes ont lieu les audiences des TPFA. Juridiction d'exception fonctionnant en sourdine jusqu'au jour où...

EN Octobre 79, après la condamnation de deux insoumis politiques Loïc et Xavier à 24 mois de prison dont 6 avec sursis, s'est constitué à Rennes un collectif anti-TPFA. Décidés à dé-

voiler à leurs concitoyens la répression hebdomadaire, ils vont multiplier les initiatives spectaculaires. Ils excellent dans l'escalade des toits, notamment celui de la Mairie d'où ils furent priés de descendre par des flics en armes devant plus de trois cents spectateurs, la tête levée vers le ciel ; c'était jour de marché.

Comme le déclare un copain du Collectif : « La justice militaire est aujourd'hui mise en accusation. Ses premiers adversaires en sont les objecteurs de conscience, les insoumis et les soldats luttant dans les casernes. Tous sont unis par la répression qu'ils subissent lors des séances des tribunaux permanents des forces armées. Cependant les résistants politiques ne sont pas les seuls à passer devant les TPFA. Ces derniers condamnent chaque année des milliers d'ap-

pelés pour des délits insignifiants. Les TPFA, modèle de justice répressive, bénéficient largement du fait que le public ignore quasiment leur existence et que les juges (3 militaires, deux civils) peuvent ainsi condamner à loisir. Il est grand temps d'informer et d'établir une pression de l'opinion publique sur les TPFA afin d'obtenir leur suppression. »

Le Collectif assiste régulièrement aux séances de TPFA, des actions de soutien sont menées à l'occasion de procès et une information hebdomadaire est mise en place sur le marché des Lices.

Récemment, lors d'un meeting de soutien à Gilles le Garrec, insoumis politique, qui en était le 28 mars à son 14^{ème} jour de grève de la faim, Jean Fabre comparait les TPFA aux Sections Spéciales de l'Occupation, une justice pour l'exemple, une pièce essentielle dans la machine de guerre où il faut plus avoir peur de son supérieur que de l'ennemi.

Lors de son procès, si Gilles est condamné, on saura quel est le tarif pour « délit de paix ». Toute la ville le saura.

Pierre Bellanger

COORDINATION NATIONALE

Le 29 et 30 mars, les collectifs anti-TPFA 4Tribunaux Permanents des Forces Armées) de Rennes, Paris et Lyon se sont réunis afin de coordonner leur action. C'est la première fois depuis de nombreuses années qu'une telle rencontre a lieu, elle marque la relance de la campagne anti-TPFA qui avait été récemment redynamisée par le procès de Jean Fabre.

Il a été décidé d'un certain nombre d'initiatives, d'une part la diffusion d'une pétition et d'une affiche, d'autre part la rédaction d'une brochure qui devrait être à la fois un guide juridique et un instrument pour l'abolition de la justice militaire. Les trois collectifs lancent un appel aux individus, aux associations afin qu'ils/elles se rendent aux séances de TPFA. La justice kaki a horreur de la publicité et de plus la présence d'un public incommode les magistrats et influe positivement sur les verdicts. Les TPFA sont ouverts à tous. Pour ceux qui voulaient visiter l'Argentine ou le Chili et qui n'en n'ont pas les moyens, c'est une occasion à ne pas rater.

Pierre Bellanger

Aux cinq dernières séances, 72 affaires ont été traitées, le tribunal a distribué 27 ans et 6 mois de prison dont 16 ans avec sursis, ainsi que 6000 francs d'amende.

Il fut jugé :
— 43 désertions,
— 14 vols,
— 4 insoumissions,
— 11 cas divers.

Photo d'une juridiction à laquelle suivant les ordonnances de 59 chacun d'entre nous pourrait être soumis, militaire ou non, ceci « en cas de menace ». Ennemis intérieurs, tremblez !

Adresses des TPFA :

Paris : 20 rue de Reuilly, 12^{ème}, 343 25 45.

Lille : Caserne de la Citadelle, 20 51 92 00

Rennes : Bd de la Tour d'Auvergne, 99 3022 70.

Bordeaux : 188, rue de Passac, 56 9091 20.

Metz : 31 rue Cambert, 87 68 53 00.

Lyon : 1 rue du Gal Mouton Duvernet, 78 72 14 41.

Marseille : Bd Charles Livon, 7^{ème}, 91 52 91 25.



Changer la législation

Le «Nouvel Observateur» a publié, dans son numéro du 16 mars 80, la lettre que je lui avais adressé, demandant la légalisation des drogues douces. Mais pour une raison ou une autre, les deux dernières phrases de mon texte ont «sauté»... les phrases demandant la vente libre du cannabis.

Bravo au «fumeur en colère» qui, dans le courrier des lecteurs (du Nouvel Observateur, n°797), fait preuve d'un solide bon sens qui manque souvent lorsqu'il est question des drogues. Il a raison de dire que «si l'on avait su différencier l'«Héro» du «hasch», les petits fumeurs ne seraient pas passés avec une telle insouciance du joint inoffensif à la shooteuse meurtrière». Ayant vécu deux années dans un centre d'accueil pour toxicomanes accrochés aux drogues dures («héro», amphétamines, barbituriques), je crois utile de rappeler quelques faits : 1) le vin et l'alcool, drogues dures légales, tuent plus de quatre mille Français par an. 2) le haschisch et la marijuana, qui, à ma connaissance, n'ont jamais tué personne, sont encore interdits en France. 3) l'interdiction du «H» fait que ce produit est vendu dans les mêmes filières que les drogues dures.

Pour éviter que de jeunes fumeurs de hasch ne soient dirigés vers les filières de drogues

nocives et mortelles, je crois que le moment est venu de changer notre législation dans ce domaine. C'est pourquoi je demande - à titre personnel, et sans engager aucunement la «Gueule Ouverte» - aux responsables politiques français de modifier les lois sur les drogues afin de légaliser au plus tôt les drogues douces : les dérivés du cannabis (hasch, kif, marijuana). Et de les mettre en vente libre.

Alain Revon

auteur de «Au-delà du L.S.D»
(éditions Stock)

Propos d'un débile

Réflexions à la suite des six heures pour l'énergie, le 21 mars à Lyon.

Le représentant du comité Malville a déclaré à la tribune que la manifestation de Malville a échoué parce qu'elle se proposait un but débile : occuper un site défendu par des milliers de flics et ne présentant aucun intérêt.

Je ferai tout d'abord remarquer à C.B. que sans ce but débile, proposé par les antinucléaires et écologistes, la manifestation n'aurait pas eu lieu et qu'il n'aurait pas représenté le comité Malville ce soir-là.

Tout en déplorant les flottements et erreurs de la coordination de Malville et bien sûr les victimes, je n'ai pas pu rester indifférent à l'importance, à la résonance qu'a eu

ce rassemblement international au milieu des réjouissances vacancières et de la place que les médias ont été contraintes de donner à la manifestation et aux questions graves que pose l'installation d'une centrale nucléaire en un lieu, surtout lorsque cette centrale est un surrégénérateur. S'ensuivaient logiquement les problèmes soulevés par notre société industrielle «débile» dévoreuse d'énergie et gaspillant inconsciemment les réserves de la planète.

Je dois être en effet bien débile puisque, à y bien réfléchir, j'ai toujours mené des combats débilés.

De toute façon, actuellement, deux types d'actions sont possibles : ou des luttes de gens directement concernés comme à Plogoff ou des manifestations se proposant un but symbolique qui peut apparaître à beaucoup comme débile.

Débile comme le geste d'Antigone voulant recouvrir de terre la dépouille de son frère contre la volonté de Créon, représentant impitoyable de la raison d'Etat,

Dans la bouche de C.B. qui a par ailleurs fait des remarques et des propositions intéressantes, ce propos a sans nul doute une signification précise.

Il y a d'une part les antinucléaires conséquents, organisés, réfléchis et d'autre part les rêveurs, les inconscients, les débilés. L'écologie et son principal thème de combat actuel, la lutte antinucléaire, a une influence non négligeable sur une partie de la population. En termes électoraux, ça se traduit par un pourcentage de 5%, peut-être plus.

Depuis Plogoff, cette lutte prend un caractère régional, voire régionaliste, aux consé-

quences très importantes, peut-être décisives pour l'avenir.

Alors pas question de laisser quiconque mener cette lutte, surtout pas les débilés. Il faut à la lutte antinucléaire des militants sérieux, responsables.

Mais pour moi, le problème n'est pas tellement de donner des structures efficaces au mouvement antinucléaire comme en possèdent les syndicats et les partis mais d'atteindre en profondeur de plus en plus de personnes qui persuadées de l'urgente nécessité de la lutte antinucléaire trouveront les moyens les plus variés pour mener cette lutte. En d'autres termes, c'est la prise de conscience qui doit précéder l'organisation et pas l'inverse.

Jean-Claude Hirsche

Superbement isolés

«Si vous comprenez le point de vue des écologistes, vous vous rendrez compte combien est non seulement nécessaire, mais impératif, votre départ».

Tel est la position communiquée officiellement, le 17 mars 1980, par un délégué de SOS Paris à l'association «Vincennes à Vincennes!» et concernant le projet de transfert de locaux de l'Université.

Merci Monsieur Armand Toucane ! Merci de nous avoir enfin donné par votre lettre qui a le mérite de la clarté, la première prise de position sans ambiguïté des écologistes

au sujet de l'université de Vincennes !

«Comme écologiste, poursuit le délégué de «SOS Paris», je m'occupe de la défense du bois de Vincennes et à ce titre je vous signale que toutes les associations qui s'occupent de cette défense sont unanimes à demander le départ de cette faculté».

Admirons cette symétrie : tandis que «Vincennes à Vincennes» luttait, avec les écologistes, pour le maintien des entrepôts de Bercy sur leur site, «SOS Paris» écrivait dans «Le Quotidien de Paris» du 13 février 80 :

«St Denis est prévu pour reloger Paris VIII. Afin d'éviter toute nouvelle agitation le moment venu, il est nécessaire d'affirmer que cette nouvelle affectation est irrévocable.»

Le meilleur moyen d'éviter «toute nouvelle agitation» n'est-il pas en effet de déporter dans ce sinistre blochaus prévu pour six mille étudiants, les 32000 qui s'obstinent à Vincennes ? Cette fois, dieu merci, aucun espace vert n'est prévu à St Denis. Aucun restaurant universitaire non plus. Si ce transfert se réalisait une crèche et une maternelle unique en leur genre seraient supprimées. Mais les dégraisages opérés dans l'enseignement secondaire nous en ont appris bien d'autres !

A quoi bon étudier ? Les écologistes sont là pour nous enseigner que leur science vise à geler toute évolution de l'espace social, ou à favoriser une concentration des espaces verts superbement isolés de leur tissu urbain.

Robert Allezaud

SUR LE TERRAIN

GROUPES CONTACTS

33 GIRONDE

PLOGOFF A BORDEAUX : Les comités antinucléaires de Bordeaux organisent un meeting d'informations sur les événements survenus au cours de l'enquête d'utilité publique à Plogoff et sur les perspectives de la lutte antinucléaire. La soirée aura lieu le vendredi 11 avril à 20h30 Salle de l'Aiglon, place Puy Paulin Bordeaux. Au programme : diaporama sur le Pellerin ; diaporama sur Plogoff, débat avec la participation d'habitants de Plogoff.

42 LOIRE

LE PATRON DE MON PATRON EST MON PATRON.

Si tu te trouves sans emploi, provisoirement assisté ou assistée par l'Etat, sinon par quelqu'un (parent, conjoint, ami ou amie), si tu en as ras le bol de mendier à l'Agence, je te propose de venir me voir, soit chez moi, Claude Bénézet, 6 rue de l'Université à La Palle, soit chez ma copine Germaine Paccoud, 5 passage Claude Monet à Montchovet (bus 13) (on pense que c'est à St Etienne, NDLR), on en sortira ensemble de la misère en sortant vite fait du salariat pour entrer bien fait dans le patronat (création d'entreprise autogestionnaire).

Je dispose d'un peu d'argent et d'un petit véhicule, c'est suffisant pour débiter sur un créneau accessible ici et maintenant. Il nous suffit d'être réalistes, c'est à dire capables d'étudier le possible, compte tenu de nos forces d'une part, et de l'accessibilité de certains créneaux d'autre part. Si tu te contentes d'aussi peu que moi, les modestes débuts de notre entreprise seront faciles, même si nous gagnons juste de quoi se nourrir simplement et se loger en H.L.M. (au minimum chacun ou chacune un FI comme moi). D'ailleurs cette offre n'intéresse pas les pauvres qui suivent le modèle des riches idéalisés par le chat et la chatte Miaou. Si vous écrivez, Claude vous enverra son projet de contrat de travail. Il n'est pas ordinaire.

LE NUCLEAIRE NE PASSERA PAS. Les Amis de la Terre de Roanne et le Mouvement Ecologique Roannais proposent en soutien à la lutte contre le stockage des déchets nucléaires. Une affiche format 56x45 cm. Prix de soutien : 5F. Pour les grosses quantités et les groupes, prix spéciaux. Une carte postale identique va être publiée, passez dès aujourd'hui vos commandes (2F la carte plus port, timbres à 1F30). Passez la commande à D. Fayet, Résid. «Soleil Levant» Riorges 48 rue de St Roman 42300 Roanne (Loire). Par ailleurs le MER diffuse le n° 6 de «Loire Ecologie» BP 15 L'Horre 42400 St Chamond.

51 MARNE

FAUT-IL SE VACCINER AU CHAMPAGNE ?

L'Entente Agrobiologique Champenoise, (association loi 1901), 4 rue Marcelin Berthelot 51200 Epernay, organise deux conférences-débats à Epernay, le dimanche 13 avril, salle des fêtes R.Menu : 1 Energie et agriculture biologique par Jean-Roger Mercier, 2 Les vaccinations : une prophylaxie sûre ? par Simone Delarue. Entrée à partir de 14 heures : présence des stands d'associations. Participation aux conférences : 5F (gratuite pour les adhérents).

55 MEUSE

ON SE CULTIVE. Avant le développement industriel du 19 et 20ème siècle, l'Ayonne a vu s'implanter nombre de petits industriels (faïenceries, verreries, forges...) utilisant les ressources locales : terre, énergie de l'eau, bois... On trouve encore des traces de ces installations. Ce sont les copains de «Marne environnement» qui le disent et ils ont l'air de savoir de quoi ils parleront le 13 avril à ce sujet. Nous à la GO, on aimerait bien qu'ils nous racontent tout ça en détail. Renseignements chez Georges le Prieur, Beaulieu, 55250 Seuil d'Orgonne.



69 RHONE

ESPOIR, JOIE, VERITE, C'EST L'HYGIENISME.

1er congrès international de l'hygiénisme, 12 et 13 avril 1980 à Lyon au Palais des Congrès. Présidé par Désiré Mérien. «L'hygiénisme, où en est-on ?... Qu'apporte-t-il ? Des orateurs débattront avec vous de ces problèmes en vous apportant l'espoir et la joie, car loin de vouloir critiquer, ce congrès se déroulera sous le signe de la recherche, de la vérité et du grand espoir qu'offre l'hygiénisme. Avec tous ceux qui oeuvrent et recherchent au sein de ce grand mouvement, ce congrès vous permettra de découvrir tous les aspects passionnants et enrichissants.» Stands ouverts gratuitement au public de 9h à 19h. Congrès de 9h à 12h et de 14h à 18h. Participation au congrès : 60F par jour ou 100F les deux jours, réduction 20% SNCF sur tout le réseau français. (nous demander les fiches nécessaires). Renseignez vous en accompagnant votre demande d'une enveloppe timbrée à votre nom et adresse «in» BP 339, 74008 Annecy-cédex, France ou en téléphonant au (50) 51.01.85.

75 SEINE

ÇA SENT LE MOUTON. Environ 60 affiches sur le Larzac illustrent la chronologie des événements marquant de la lutte des paysans durant les dix dernières années. 5 au 13 avril 80 de 12h à 19h au Forum des Halles, niveau 3 (porte bergère). Nous présentons dans le cadre de cette exposition des oeuvres, ou des ouvrages, d'artistes habitant le Plateau du Larzac. Il s'agit Claude Baillon (Vitreaux), Elisabeth Baillon (Tapisseries), Raymond Martin (photos). Montages diapos, films.

NIDIEU NI MAITRE NIFUSIL. Des militants de la Fédération Anarchiste tiennent une Permanence Antimilitariste de renseignements pratiques : 10 rue Planquet Paris 18, Métro Blanche (nouvelle adresse). Chaque samedi de 13h à 15h.

ACHAT-VENTE

07 ARDECHE

MAISON SERIEUSE. Cherchons maison à vendre ou à louer dans le sud à partir de la Haute Loire. Arnaqueurs s'abstenir. Albanie et Michel, La Baraque 07590 St Laurent les Bains.

14 CALVADOS

LA MER A LA CAMPAGNE. Couple 4 enfants échangerait maison 7 pièces principales en campagne, contre maison bord de plage atlantique pendant 3 semaines entre le 15 juillet et le 1er septembre. D. Leverrier 14220 St Laurent de Condel (31) 79.36.38

38 ISERE

LIBEREZ NOTRE CAMARADE LYNX. Ça urge ! Sauvez le lynx, ce travailleur immigré réintroduit par la FRAPNA. Pour ce faire, un seul geste : achetez l'autocollant reproduit-ici, en passant commande à la FRAPNA-Isère, 4 rue Hector Berlioz, 38000 Grenoble (l'unité 4F + 1F de port, par 50 : l'unité, 3F; par 100, 2F50).



56 MORBIHAN

IN CORPORE SANO. Vous n'hésitez pas à déboursier pour un gueuleton ? Alors casquez donc pour le jeune qui vous rendra la santé ; « du 6 au 23 mai, au Centre d'Hygiène de Nature et Vie, 9 rue du Village Ker- vananec, 56000 Lorient, réduction progressive de l'alimentation pour arriver au jeûne hydrique en passant par les différents paliers, puis reprise progressive de jus de fruits et légumes, puis légumes et fruits entiers, puis céréales et féculents et sous-produits animaux, plus prise de conscience par le ventre de la sous-alimentation perpétuelle des hommes, femmes et enfants du Tiers-Monde. Donc finalement, c'est politique. Mais ça coûte cher : 80F par jour et par personne (chambre pour 2 à 3 personnes).

91 ESSONNE

POËT - POËT. Les samedis 12 et 26 avril, à 20h30, un spectacle de Création Poétique et Musicale, vous est offert, pour la modeste participation de 10 F. dans la salle de conférence de Frap Evry, 4 rue des Mazières, Les Passages, 91000 Evry (près de la gare).



Les Circauds

Oyé, 71610 St Julien de Civry
Tél : (85) 25.82.18

12-13 avril : **Expression Corporelle Analytique** avec Janick Cochet.

L'espace que le corps habite est celui que la parole manifeste et prolonge. Habiter son corps et habiter sa parole n'est pas pour autant se faire habiter : jouer des gestes et des mots sans se faire jouer d'eux devrait permettre de s'enjouer en déjouant les trappes que la vie de tous les jours ouvre dans la réalité. Participation : 300F

26-27 avril : **Ecriture et Expression** avec J.P. Waguët. Ecrire devrait être aisé pour tous. Aussi facile que pour un enfant de jouer, de colorier, de rire... Ce week-end réveillera ou stimulera les capacités de ceux qui veulent réaliser leurs désirs, désirs d'écrire. Il mènera à une recherche de soi, peut-être à des étonnements et à des déblocages d'émotions nécessaires pour aller plus loin. Participation : 250F.

Lyon mon Amour

Un texte important (35 pages) a été élaboré par **Ecologie X** pour le débat prévu à Lyon. Ce texte rédigé selon les plans imposés par le CLE lui a été envoyé mi-février comme il était demandé. Il paraît improbable que le CLE ait les moyens de diffuser un tel texte pas plus qu'il n'a pu le faire pour les autres textes qu'il a pu recevoir, bien que ce soit là la fonction la plus essentielle qui lui ait été assignée à Dijon. Peut-on espérer une confrontation et un éclaircissement des tendances écologiques à Lyon si les options et propositions élaborées à temps ne sont pas connues des autres de façon à pouvoir être analysées, critiquées et comprises avant la rencontre de Lyon.

Il semble que le RAT, le MEP et d'autres groupes attendront le dernier moment pour «dévoiler» leurs batteries et mettre sur le tapis les textes, les idées et les options et les propositions, mettant ainsi les autres devant les faits accomplis, indigestes et indiscutables. La réunion ne pourra plus être alors que des manoeuvres de couloirs et d'assemblées. On comprend ainsi pourquoi ces groupes souhaitent tellement une réunion fermée à clé ce qui serait inadmissible.

Il n'est pas non plus question de laisser le CLE ou qui que ce soit imposer aux écologistes «isolés» ou «inorganisés» (d'ailleurs artificiellement représentés dans cette prétention de démocratie) «de joindre le groupe le plus proche» pour être inscrit à Lyon. On comprend ce souci d'alimenter les groupes et de rassembler les moutons égarés mais ne refusons pas de comprendre que l'écologie n'est pas pour tous cette obligation grégaire, que des personnes peuvent et veulent faire une écologie active sans pour cela s'enrôler dans des associations ou groupes qui n'ont pas le monopole de l'écologie même politique. Un «mouvement» par adhésion ne peut plus bouger grand-chose.

Souvent d'ailleurs des incompatibilités de personnes, d'idées, ou d'options empêchent cette réunion d'isolés volontaires à des groupes souvent plus préoccupés du statut, du standing et de la défense du groupe que de ses intentions premières annoncées.

Si les écologistes se définissent actuellement en trois tendances, l'écoblobby monopolitique des AT, l'écologisme métropolitain du MEP et l'écologie impolitique et diversitaire, c'est résolument à celle-ci qu'Ecologie X contribue par ce texte.

Ecologie X est une relation ouverte entre personnes ayant :
- des pratiques et expériences écologiques personnelles actives

- des participations et initiatives dans les luttes écologiques et autres
- des réflexions critiques sur les conséquences et implications des écologies.

Ce texte élaboré par Ecologie X n'est pas un manifeste définitif de cette Eco-logique Diversitaire Ecotidienne, il est l'ébauche ouverte d'un travail plus important pour diffuser les apports potentiels des Eco-logiques à la société, hors et malgré les institutionnalisations médiocrisantes actuelles.

C'est un texte offert aux critiques, corrections, suggestions, apports, compléments de ceux qui ne se reconnaissant pas dans les appartenances et adhésions souhaitent faire place à l'imagination sociale sans craindre les confrontations ni même les contradictions apparentes.

Car il semble plus nécessaire actuellement de rassembler les diversités d'idées, de propositions, d'options et d'en susciter d'autres encore par ces rencontres que d'établir de «nouveaux» (sic) dogmes, plate-formes, chartes, ou programmes communs.

Ceux qui souhaitent prendre connaissance de ce texte peuvent en consulter les copies déposées au CLE (4, rue Bodin 69001 Lyon), à la Cité Fleurie (65 Bd Arago Paris) au Mouvement Ecologique, à ECOPRESS (163 rue du Chevaleret Paris 75013), à Ecologie (9 rue du Manteau Jaune 69005 Lyon). D'autres copies sont disponibles pour être disposées en d'autres lieux possibles de consultation ou de diffusion. Ceux qui souhaiteraient se procurer le texte peuvent le demander à : ECOLOGIE X, 285 rue de Vaugirard, 75015 Paris, ou au RESEAU D'INITIATIVES ET DE RECHERCHES ECOLOGIQUES, 18 rue Gabrielle 75018 Paris.

Il est recommandé de prévoir 10F en timbres pour frais d'envoi. On recevrait volontiers une copie des documents déjà existants préparés par d'autres. On sera ravi de recevoir ensuite les remarques, réactions et autres rapports. Il paraît aussi nécessaire qu'une liaison s'établisse entre les diversitaires (y compris les minoritaires mal à l'aise dans les monopoles encartés) de façon à ne pas laisser enliser l'écologie ni dans la politique ni dans l'apolitique mais de faire valoir ce que les écologistes peuvent apporter d'impolitique dans les débats. Pour cela nous proposons que ceux qu'intéresse cette démarche nous contactent et il leur sera renvoyé les contacts de tous ceux qui nous ont contacté pour qu'ils puissent les contacter directement.

Paris X

Le 17 février 80, 14 français se sont mis en sous-alimentation volontaire, ne consommant que 700 à 1000 calories par jour, régime moyen des habitants du Tiers-Monde. Ils réclament l'ouverture d'un débat dans les médias et une prise de position de la classe politique qui aboutirait à une série de mesures concrètes pour endiguer la mortalité effrayante de 56 millions de personnes par an, assassinées par la faim.

Radicale en Italie et par Alternative Radicale en France ?

La presse, elle malgré des communiqués quasi quotidiens reste muette, passionnée par l'emploi du temps de **Marchais** et d'une foule d'autres bruits de chloottes alors que l'évènement est ailleurs. En Italie, dans la semaine du 31 mars au 7 avril, 300 italiens après deux mois de dénutrition épuisante sont entraînés de jeuner, jeune qui

SOUS-ALIMENTATION 14, 300 et 150 000

Aujourd'hui, après 46 jours de dénutrition, alors que 300 italiens, sous-alimentés depuis deux mois, sont entraînés de jeuner, la presse française reste silencieuse, aveugle au trop spectaculaire : 150000 morts de faim par jour.

Peut-on faire un premier bilan de cette action de sous-alimentation, phase importante de la lutte contre le nouvel ordre de la faim instauré par les sociétés occidentales et géré par l'agrobusiness, lutte initiée par le Partito

s'achèvera par une marche sur la place St Pierre. **Marc Thivolle** actuellement en jeûne à Rome en rendra compte la semaine prochaine. En France, au-delà pour nous sous-alimentés, de la réalité physique de la dénutrition, semble s'ébaucher au travers de cette lutte une prise de conscience des organisations (PS, MRG, PSU) de l'acuité et de l'urgence de l'action à mener, mais les autruches clignent encore des yeux.

Pierre Bellanger
Alternative Radicale

MARIA ANTONIETTA MACCIOCCHI :

«Je soutiens à fond, comme signe d'une prise de conscience en France de l'holocauste par la faim, cette action qui devrait avoir dans les médias tout l'écho nécessaire pour permettre aux français d'avoir un débat de fond sur l'extermination par la faim de 56 millions de personnes par an, extermination que seule notre bonne conscience permet d'ignorer.»

SOLANGE FERNEX :

«Je soutiens totalement cette action, elle représente cette volonté de fissurer l'inertie et la bonne conscience de la classe politique et de la population.»

JEAN-CLAUDE DELARUE :

«Totalement solidaire de tous ceux qui veulent par leur action personnelle forcer l'opinion publique à prendre au sérieux les problèmes de la faim dans le monde.»

ISABELLE CABUT :

«On les voit depuis deux mois, faiblir, se débattre contre l'indifférence, commencer pour certain une grève de la faim... On se dit qu'ils sont fous, que leur action est dérisoire face à l'ennemi qu'ils attaquent... Mais en même temps on ne peut faire autrement que les soutenir de tout coeur et de crier avec eux : «Entendez les désespoirs et la honte.»

BRICE LALONDE :

«C'est à l'honneur des radicaux d'être les seuls élus à rappeler à l'ordre du jour la question des pays riches avec le Tiers-Monde. Je soutiens donc la volonté des 14 sous-alimentés français qui réclament un débat politique et des mesures d'urgence à propos de la famine dans le monde.»

A cela s'ajoutent les soutiens de **Jacques de Bollardièrre** et de **Roger Garaudy**.

les murs ont des oreilles

MUSIQUE

Ils n'ont pas assez d'argent pour envoyer les journalistes une semaine tous frais payés en Afrique... Pas assez de moyens pour graisser la patte aux représentants de radio... L'argent leur manque pour la promotion et la publicité de leurs disques et ils ne font pas le poids face aux grosses boîtes yankees. Alors ils s'écroulent peu à peu, compressent le personnel et publient de moins en moins d'albums. Et pourtant les gens de Chant du Monde ont une longue carrière de découvreur derrière eux. Et les lecteurs de la GO se doivent d'être concernés avant tous les autres par les risques d'asphyxie de cette entreprise bien de chez nous, face aux multinationales.

Un peu d'histoire, pour nous faire venir la larme à l'oeil, tiens. Le Chant du Monde est né en 1936, sous le Front Populaire. Ses premières préoccupations sont de publier ceux qui ne le pouvaient pas ailleurs et de donner un

ni glose, les collectages des aires de nos belles provinces : l'Auvergne, la Bretagne, le Cantal ou les marins de Fécamp, tout chante. Un monde ressurgit des brumes de l'histoire et la mémoire se perpétue avec l'importance politique que l'on sait.

Après la censure anti-juifs de la guerre, le Chant du Monde découvre la chanson rive-gauche. C'est eux qui publient les premiers Mouloudji, Ferré, Cora Vaucaire. Puis une autre révolution, au début des années 60, avec l'importation de la marque américaine Folkways : le public français écoute Joan Baez, Pete Seeger, Woody Guthrie et les protest-songs. (Je vous conseille vivement **Broadside I** / FWX 55301, et le disque de lutte écologique de Pete Seeger et Ed Renehan, **Fifty Sail On Newburghbay** / FWX 55257).

Toutes les musiques de révolte et les chants du peuple passent par le Chant du Monde qui se bat aussi pour faire connaître avec l'aide de



grand coup de main à la chanson populaire. Pas seulement française : du monde entier. On trouva alors au catalogue beaucoup de compositeurs soviétiques, de Chostakovitch, Prokofiev, Khatchaturian : on sait la formidable richesse de la musique classique russe.

Beaucoup de chants de lutte aussi, regroupés sous le label Anthologie historique/Chants révolutionnaires. Du Chili, de Cuba, d'Espagne, de la Grèce et de partout montent des cris de haine et d'espoir des peuples en lutte. Permettre à l'esprit populaire de s'exprimer, c'était se battre aussi pour une Anthologie de la musique traditionnelle française visant à donner tel quel, sans masque

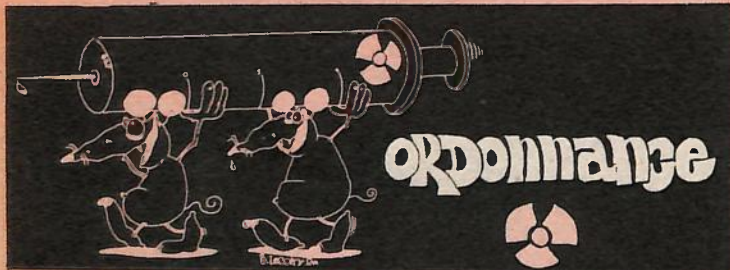
l'UNESCO, du Musée de l'Homme et du CNRS, la «tradition musicale des cinq continents». Et le jazz. Et le blues... Vous voudriez voir disparaître cette pépinière ? Vous permettriez que ce creuset de la voix populaire se referme à jamais ? Non ! Pas question ! Vous allez faire un geste. Oubliez un peu ce rock dont je vous parle assez souvent et demandez son catalogue au Chant du Monde (64 rue Ampère, 75017 Paris, Tél. 924.67.73) puis faites des commandes en masse chez vos disquaires préférés. C'est votre bonne action de la semaine. Vos oreilles seront contentes. Après vous pourrez en toute quiétude, suivre les concerts de la semaine.

Dimanche 13 : Festival de salsa à l'Olympia à Paris (16h). J'espère que ça vous donnera envie d'écouter l'explosif **Salsa en vivo** d'Azuquita (Free Bird). Edith Nylon à Pont à Mousson.

Lundi 14 : Océan à Tours. Trust à Nice et surtout Police au Palais des Sports de Paris. Je me passe tous les jours leur **Reggatta de blanc** (A&M, dist. CBS) c'est un régal.

Mardi 15 : Océan à Angers. Billy Joel à Paris (Rex). Et l'évènement : Costello au Bataclan. **Get Happy**, chez CBS, est plutôt exceptionnel.

Bernard Blanc



Fou : Une expérience d'édition vraiment titanesque que le fanzine **A&A Infos** ! Toutes les semaines votre facteur vous apporte une bonne grosse dose d'informations inédites sur la science-fiction en marche. Toutes les parutions, tous les potins, toutes les dates des festivités, et des tas d'autres renseignements. **A&A Infos**, l'hebdomadaire de la SF, c/o Francis Valéry, BP 6, 33620 Cavignac. Abonnements : 20 n°, 25F. Il n'y qu'un équivalent dans le monde, le **Locust** américain qui fait le même

boulot pour les anglo-saxons, c/o Charles & Denna Brown, PO Box 3938, San Francisco, Calif 94119 USA. Abonnements, 6 dollars.

Radins : Du nouveau pour les lecteurs fauchés, fanatiques de littérature anglaise. Ils liront en 10-18 avec grand plaisir (et pour pas trop cher) deux romans de Kipling, **Retour de Puck** (N°1372) et **Sous les cèdres de l'Himalaya** (n°1373) ainsi que les deux tomes du roman de Dickens,

Nicolas Nicleby (n°1374 & 1375). Quoi ? Vous en redemandez ? Eh bien lisez alors quatre autres Kipling, chez le même éditeur : **Misère et douceur de l'Inde** (1365), **Au hasard de la vie** (1366), **Puck, lutin de la colline** (1367) et **Le Naulhaka** (1368). Après tout ça, vous aurez l'accent d'Oxford, à tous les coups. Ne venez pas vous plaindre.

Curieuse : Quand elle était petite, Agnès Odoul avait l'habitude de regarder dans les trous des serrures. Puis elle est devenue photographe et a gardé cette fascination pour les portes et les fenêtres. C'est le titre de son livre d'images, une plongée dans un univers fantastique. On a une drôle d'impression face à cette accumulation de portes et de fenêtres : l'idée d'un lieu de passage et d'une ouverture sur un univers différent. Eh, docteur, tu lis trop de SF ! On peut

commander ce livre chez Agnès Odoul, studios du Souissi, Zankat bani m'tir souissi, Rabat, Maroc.

Sexe : Il vous reste quelques jours, jusqu'au 12, pour voir au Théâtre Marie-Stuart (4 rue Marie-Stuart, 75002 Paris) la pièce de Frank Bertrand, **Pourquoi m'avez-vous appelé** une comédie un peu triste sur la vie d'un couple qui se sépare et se retrouve. Avec des notations tendres et des clins d'oeil, avec un peu d'angoisse aussi. Nous avons tous vécu ça.

Bavards : Programme des débats à la Fnac des Halles (1-7 rue Pierre Lescot, 75001 Paris). Le 9 à 18h : à propos de Bob Dylan, à l'occasion de la parution du **Dylan, une histoire illustrée**, de Michael Gross, chez Albin Michel. Le 10 à 17h., le film de Théobald Robichet, **La faim dans le monde**, suivi

d'un débat autour de l'excellent livre de Sophie Bessis chez Maspéro, **L'arme alimentaire**. Surtout ne manquez pas ça. Et apporter des sandwiches. Le 11 à 18h., débat autour du livre **lère rue à gauche** de Denis Manuel (Ed. Flammarion), sur le thème : **Des prisons, pourquoi faire ?**

Indispensable : L'édition 1980 du **Répertoire de l'agriculture biologique** de Daniel Caniou vient de paraître chez Utovie. Tous ceux qui en ont marre de manger du plastique et ne veulent pas non plus engraisser les maisons de régime peuvent s'organiser à partir de ce document exhaustif, avec la liste, par département, de tous les lieux où se procurer de la saine bouffe ; indispensable, je vous dis ! 35F. aux Ed. d'Utopie, 64260 Lys.

Docteur Bernard Blanc

ARGENTINE

En 1972, Miguel Bénasayag intègre la lutte armée en Argentine. En 1975, arrêté, il passera quatre ans dans les prisons de son pays. Fin 1978, il est libéré, à la suite d'un marchandage entre le gouvernement argentin et le gouvernement français. En effet, à cette époque, les autorités françaises se sont préoccupées du sort des bonnes sœurs, à l'issue d'une campagne menée en France. Les dictateurs argentins ne pouvant donner des nouvelles de celles-ci, pour la bonne et simple raison qu'elles étaient mortes, ont recherché dans leurs taules des prisonniers politiques ayant des attaches en France, pour les « offrir » en remplacement des bonnes sœurs. Miguel faisait partie de ce lot : le 4 septembre 1978, il foulait donc le sol français.

Mais ne nous trompons pas : Miguel n'a pas été cette « personnalité » arrachée aux griffes des militaires, suite à une campagne internationale. Non, c'est avant tout un militant et son année passée en France n'a pas émoussé cet aspect de son personnage.

J'étais resté un peu endormi sur ma machine, le tourne-disque diffusait une douce musique de quena, qui m'aidait à garder cette ambiance de confortable renonciation.

De la rue, depuis un moment montait une rumeur sourde à laquelle je n'avais pas prêté attention. On entendait maintenant clairement les voix, un slogan rythmé, je ne comprenais pas bien ce qu'ils disaient. Je me penchai à la fenêtre et vis le début de la manifestation, évidemment mon français était insuffisant pour comprendre ce qu'ils criaient. J'éteignis le tourne-disques, arrêtai d'écrire, enfilai un manteau et descendis. Le début de la manifestation avait déjà dépassé la porte de l'immeuble. Je regardais les gens qui marchaient dans la rue, si différents de ceux de mon pays et sans m'en rendre compte, je me mis à marcher avec eux. Peu à peu j'étais au milieu d'eux, aucun n'avait l'air « désespéré », au contraire on pouvait lire dans leur regard une certaine résolution. C'est cet air résolu qui m'aida : quelque chose était clair ; toute critique, tout doute que nous puissions avoir, non seulement ne va pas à l'encontre de la lutte quotidienne, mais à l'inverse est là pour l'améliorer et la continuer. Quand la critique et la discussion nous laissent inactifs, c'est parce que nous cherchons par le biais de cette critique, à justifier notre passivité.

Depuis qu'il est en France, Miguel s'est livré à une véritable auto-critique. En tant que responsable de front, il avait à décider de telle ou telle opération militaire, sachant les conséquences qu'elles entraînaient parfois. Mais dans cette auto-critique, aucun regret, plutôt une forme d'adaptation à sa situation de réfugié politique.

« A chaque critique de la base, un responsable expliquait, des années durant, la ligne correcte, celle-là même, que souvent il ne comprenait pas. L'important, nous le savions parfaitement, était que le peuple ne pouvait pas comprendre sa révolution et

qu'il fallait la faire pour lui. Les tâches militaires, c'est logique, exigent une discipline rigoureuse. Le mythe du combattant était notre unique critère, l'aspect politique nous n'avions pas le temps de le discuter, et quand nous en discutons, le ton autoritaire de notre activité militaire donnait à ces discussions des tournures de déclarations du comité central : rassemblement de sur-militants, où aucun type de la base ne pouvait s'exprimer. »

C'est dans cette atmosphère rigide, dogmatique, que Miguel a évolué pendant plus de deux ans. Aujourd'hui avec le recul, l'éloignement, le doute est venu peu à peu prendre la place de cette certitude acquise sur le terrain.

Plus tard, en France... « je commençais à me sentir plus proche des gens, de ces gens qui ne comprenaient rien au processus révolutionnaire, ni aux raisons d'Etat. L'intuition qu'aucune raison d'Etat, de Parti ou de quoi que ce soit ne peut prévaloir à l'homme, se développait en moi comme une lente infection qui à certains moments prenait des proportions aiguës. »

Au fur et à mesure de nos conversations Miguel en est venu à évoquer la vision qu'il avait de la situation politique en France ainsi que celle des mouvements sociaux (anti-nucléaire, féministes, écologistes, autonomistes...). Surpris par les difficultés qu'avaient ces minorités à obtenir des résultats : une espèce d'immobilisme englué tous ces mouvements, certains comme les « écolos » en sont même arrivés à faire plus fort que les partis traditionnels à propos des magouilles électorales. Bien sûr il est difficile d'avoir une stratégie commune, lorsque l'adversaire est totalement dilué dans le tissu social. Même si parfois on lui donne le nom de technocratie, cette définition reste un concept. L'éclatement de l'union de la gauche a d'ailleurs favorisé cette dilution.

« Le processus de libération de notre peuple nous portait à des rêves romantiques, où il n'y avait ni analyse sérieuse, ni une grande évaluation de la réalité. La chose que tout le monde savait et que nous partagions, était que cela ne pouvait durer, qu'il fallait renverser la dictature après... après on verrait. Chez nous l'adversaire a une véritable réalité physique. En fait pour cette raison la lutte en France est beaucoup plus difficile qu'en Argentine. »

Miguel, qui a été baigné par le concept de lutte des classes, a remarqué qu'il n'en était jamais fait référence dans l'analyse des divers mouvements sociaux. Comment raisonner en termes de changement si il n'y a pas une articulation entre ces mouvements et la classe ouvrière, car enfin qui y a-t-il derrière la technocratie ? « A quoi sert de dépolluer une usine si les conditions de travail dans celle-ci sont dégueulasses ? On a l'impression que l'idéologie des mouvements sociaux a énormément de mal à pénétrer la classe ouvrière, parfois il semble même que les syndicats y font obstacle.

« En Argentine nous pensions qu'après la révolution les femmes seraient libres, que la révolution serait une libération globale. Peu à peu nous nous sommes rendus compte de l'échec de cette analyse. Ce que j'ai découvert en France est inverse, chacun se libère dans son coin. Chacun définit intellectuellement son adversaire, on ne sent aucun dénominateur commun. »

C'est en quelque sorte une dialectique entre mouvements sociaux et lutte des classes que nous avons recherché au cours de ces conversations à bâtons rompus. Dans les prochaines semaines Miguel approfondira cette réflexion.

Emmanuel Demur
Miguel Bénasayag

Dans *Les Temps Modernes*, mars 1980 :
« Réflexions sur un combat » de Miguel Bénasayag.

Chez Maspéro :
« Malgré tout ». Miguel Bénasayag.

